

# Mémorial

du



# Memorial

des

Grand-Duché de Luxembourg.

Großherzogtums Luxemburg

Jeudi, le 24 septembre 1959.

N° 43

Donnerstag, den 24. September 1959.

**Loi du 17 août 1959 portant approbation de la Convention entre la France et le Grand-Duché de Luxembourg tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Paris, le 1<sup>er</sup> avril 1958.**

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu, Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des Députés ;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 14 juillet 1959 et celle du Conseil d'Etat du 31 juillet 1959 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

**Article unique.** Est approuvée la Convention entre la France et le Grand-Duché de Luxembourg tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Paris le 1<sup>er</sup> avril 1958.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial* pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Montecatini, le 17 août 1959.

**Charlotte.**

*Le Ministre des Affaires Etrangères,*

**Eugène Schaus.**

*Le Ministre des Finances*

**Pierre Werner.**

Doc. parl. n° 730 Sess. ord. 1958—1959.

Doc. parl. n° 730<sup>1</sup> Sess. extraord. 1959.

## CONVENTION

entre le Grand-Duché de Luxembourg et la France tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune.

Son Altesse Royale la Grande-Duchesse de Luxembourg et le Président de la République française, animés du désir d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur les revenus et d'impôts sur la fortune et de régler certaines autres questions en matière fiscale, ont décidé de conclure une convention et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Son Altesse Royale la Grande-Duchesse de Luxembourg :

Son Excellence Monsieur Robert Als, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de Luxembourg,

Le Président de la République française:

Son Excellence Monsieur Louis Joxe, Ambassadeur de France, Secrétaire Général du Ministère des Affaires Etrangères,

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

### Article 1<sup>er</sup>.

*Paragraphe 1.* Les impôts qui font l'objet de la présente convention sont :

a) — en ce qui concerne le Grand-Duché de Luxembourg :

1. l'impôt sur le revenu des personnes physiques;
2. l'impôt sur le revenu des collectivités;
3. l'impôt spécial sur les tantièmes ;
4. l'impôt sur la fortune ;
5. les impôts communaux sur le revenu et sur la fortune.

b) — en ce qui concerne la France :

1. l'impôt sur le revenu des personnes physiques (taxe proportionnelle et surtaxe progressive);
2. le versement forfaitaire applicable à certains bénéficiaires des professions non commerciales ;
3. l'impôt sur les sociétés.

*Paragraphe 2.* La présente convention s'appliquera également aux autres impôts ou taxes analogues qui pourront être établis par l'un ou l'autre des deux Etats contractants après la signature de la présente convention.

*Paragraphe 3.* Il est entendu que dans le cas où il serait apporté à la législation fiscale de l'un ou de l'autre Etat des modifications qui affecteraient sensiblement la nature ou le caractère des impôts visés au paragraphe 1<sup>er</sup> du présent article, les autorités compétentes des deux pays se concerteraient.

### Article 2.

Pour l'application de la présente convention :

*Paragraphe 1.* Le terme « France », quand il est employé dans un sens géographique, ne comprend que la France métropolitaine et les départements d'outre-mer (Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion). Le terme « Luxembourg », employé dans le même sens, désigne le Grand-Duché de Luxembourg.

*Paragraphe 2.* Le terme « personne » désigne :

- a) toute personne physique ;
- b) toute personne morale ;
- c) tout groupement de personnes physiques qui n'a pas la personnalité morale.

*Paragraphe 3.* 1. Le terme « établissement stable » désigne une installation fixe d'affaires dans laquelle l'entreprise exerce tout ou partie de son activité.

2. Au nombre des établissements stables figurent notamment :

- a) les sièges de direction ;
- b) les succursales ;
- c) les bureaux ;
- d) les usines ;
- e) les ateliers ;
- f) les installations à usage d'entrepôt ou de magasin ;
- g) les mines, carrières ou autres lieux d'extraction de ressources naturelles ;
- h) les chantiers de construction ou d'assemblage dont la durée dépasse 6 mois.

3. On ne considérera pas qu'il y a «établissement stable» si :

- a) il est fait usage de simples installations de stockage ;
- b) un stock de marchandises est maintenu dans le pays, en entrepôt ou non, sans autre objet que de faciliter la livraison (sauf si l'alinéa 4 (b) s'applique) ;
- c) un lieu d'affaires est maintenu dans le pays sans autre objet que d'acheter des biens ou des marchandises ou de réunir des informations ;
- d) un lieu d'affaires est maintenu dans le pays aux seules fins d'exposition, de publicité, de fourniture d'informations ou de recherches scientifiques ayant pour l'entreprise un caractère préparatoire ou auxiliaire.

4. Un représentant ou un employé agissant dans un des territoires pour le compte d'une entreprise de l'autre territoire — autre qu'une personne visée à l'alinéa 6 ci-après — n'est considéré comme «établissement stable» dans le premier territoire que s'il :

- a) dispose de pouvoirs généraux qu'il exerce habituellement lui permettant de négocier et de conclure des contrats au nom de l'entreprise, à moins que son activité soit limitée à l'achat de matériel et de marchandises, ou
- b) détient habituellement dans le premier territoire un stock de matériels ou de marchandises appartenant à l'entreprise en vue d'effectuer régulièrement des livraisons pour le compte de cette dernière.

5. Les entreprises d'assurances sont considérées comme ayant un établissement stable dans l'un des deux Etats dès l'instant que, par l'intermédiaire d'un représentant n'entrant pas dans la catégorie des personnes visées à l'alinéa 6 ci-après, elles perçoivent des primes sur le territoire dudit Etat ou assurent des risques situés sur ce territoire.

6. On ne considérera pas qu'une entreprise de l'un des territoires a un établissement stable dans l'autre territoire du seul fait qu'elle effectue des opérations commerciales dans cet autre territoire par l'entremise d'un courtier, d'un commissionnaire général ou de tout autre intermédiaire jouissant d'un statut vraiment indépendant, à condition que ces personnes agissent dans le cadre ordinaire de leur activité ainsi définie.

7. Le fait qu'une société ayant son domicile fiscal dans l'un des Etats contractants contrôle une société (ou est contrôlée par une société) qui a son domicile fiscal dans l'autre Etat ou qui fait du commerce ou des affaires dans cet autre Etat (que ce soit par l'intermédiaire d'un établissement stable ou non) ne suffit pas, en lui même, à faire de l'une quelconque de ces sociétés un établissement stable de l'autre.

*Paragraphe 4.* Le domicile fiscal des personnes physiques est au lieu de la résidence normale entendue dans le sens du foyer permanent d'habitation ou, à défaut, au lieu du séjour principal.

Celui des personnes morales et des groupements de personnes physiques n'ayant pas la personnalité morale est au lieu de leur centre effectif de direction, ou si cette direction effective ne se trouve ni dans l'un ni dans l'autre des Etats contractants, au lieu de leur siège.

Les personnes qui ont leur résidence à bord d'un bateau de navigation intérieure sont considérées comme ayant leur domicile fiscal dans celui des deux Etats contractants dont elles possèdent la nationalité.

*Paragraphe 5.* L'expression «autorité compétente» ou «autorités compétentes» signifie, dans le cas de la France, le Directeur général des Impôts ou son représentant dûment autorisé et, dans le cas du Luxem-

bourg, le Directeur de l'Administration des Contributions directes et Accises ou son représentant dûment autorisé.

#### Article 3.

Les revenus des biens immobiliers et de leurs accessoires, y compris les bénéfices des exploitations agricoles et forestières, ne sont imposables que dans l'Etat où les biens sont situés.

Cette disposition s'applique également aux bénéfices provenant de l'aliénation desdits biens.

#### Article 4.

*Paragraphe 1.* Les revenus des entreprises industrielles, minières, commerciales ou financières ne sont imposables que dans l'Etat sur le territoire duquel se trouve un établissement stable.

*Paragraphe 2.* Lorsqu'une entreprise possède des établissements stables dans les deux Etats contractants, chacun d'eux ne peut imposer que le revenu provenant de l'activité des établissements stables situés sur son territoire.

*Paragraphe 3.* Ce revenu imposable ne peut excéder le montant des bénéfices industriels, miniers, commerciaux ou financiers réalisés par l'établissement stable, y compris, s'il y a lieu, les bénéfices ou avantages retirés indirectement de cet établissement ou qui auraient été attribués ou accordés à des tiers soit par voie de majoration ou de diminution des prix d'achat ou de vente, soit par tout autre moyen. Une quote-part des frais généraux du siège de l'entreprise est imputée aux résultats des différents établissements stables.

*Paragraphe 4.* Les autorités compétentes des deux Etats contractants s'entendent, le cas échéant, pour arrêter les règles de ventilation, à défaut de comptabilité régulière faisant ressortir distinctement et exactement les bénéfices afférents aux établissements stables situés sur leurs territoires respectifs.

#### Article 5.

*Paragraphe 1.* Lorsqu'une entreprise de l'un des deux Etats, du fait de sa participation à la gestion ou au capital d'une entreprise de l'autre Etat, fait ou impose à cette dernière, dans leurs relations commerciales ou financières, des conditions différentes de celles qui seraient faites à une tierce entreprise, tous bénéfices qui auraient dû normalement apparaître dans les comptes de l'une des entreprises, mais qui ont été de la sorte transférés à l'autre entreprise, peuvent être incorporés aux bénéfices imposables de la première entreprise.

*Paragraphe 2.* Une entreprise est considérée comme participant à la gestion ou au capital d'une autre entreprise notamment lorsque les mêmes personnes participent directement ou indirectement à la gestion ou au capital de chacune de ces deux entreprises.

#### Article 6.

Par dérogation à l'article 4 de la présente Convention, les bénéfices qu'une entreprise de l'un des deux Etats contractants tire de l'exploitation d'aéronefs sont exonérés d'impôt dans l'autre Etat contractant.

En ce qui concerne les entreprises de navigation fluviale l'impôt est perçu dans l'Etat où se trouve le siège de leur direction effective ou bien, si ce siège est ambulante, dans l'Etat où l'exploitant a son domicile fiscal à la condition que l'entreprise étende son activité sur le territoire dudit Etat.

#### Article 7.

*Paragraphe 1.* Une société ayant son domicile fiscal au Luxembourg n'est soumise en France à la taxe proportionnelle sur le revenu des capitaux mobiliers dans les conditions prévues aux articles 109-2 et 1674 du code général des impôts que si elle possède en France un établissement stable au sens de l'article 2, paragraphe 3. Toutefois, le revenu taxé en vertu de l'article 109-2 ne peut excéder le montant des bénéfices ou profits réalisés par l'établissement stable en France, déterminé conformément aux dispositions des articles 4 et 5 de la présente Convention.

*Paragraphe 2.* Une société ayant son domicile fiscal dans l'un des deux Etats n'est pas soumise dans l'autre Etat à l'impôt frappant le revenu des capitaux mobiliers en raison de sa participation dans la gestion ou dans le capital d'une société ayant son domicile fiscal dans cet autre Etat ou à cause de tout autre rapport avec cette société ; mais les bénéfices distribués par cette dernière société et passibles de l'impôt frappant le revenu des capitaux mobiliers sont, le cas échéant, augmentés, pour l'assiette de l'impôt, de tous les bénéfices ou avantages que la première société a indirectement retirés de la dernière société dans les conditions prévues aux articles 4 et 5.

#### Article 8.

*Paragraphe 1.* Les revenus de valeurs mobilières sont imposables dans l'Etat contractant où le bénéficiaire a son domicile fiscal.

*Paragraphe 2.* Néanmoins, chaque Etat contractant conserve le droit de percevoir l'impôt par voie de retenue à la source, conformément à sa législation générale. Dans ce cas, l'impôt ainsi retenu est imputé sur celui exigible dans l'autre Etat dans les conditions prévues à l'article 19.

*Paragraphe 3.* Sont considérés comme « revenus de valeurs mobilières » au sens du présent article, les produits d'actions, de parts de fondateur, et de parts bénéficiaires, de parts de société à responsabilité limitée et d'obligations négociables. Sont également considérés comme « revenus de valeurs mobilières », du côté français, les produits de parts de commandite, et, du côté luxembourgeois, par dérogation à l'article 9, les revenus perçus par les bailleurs de fonds avec participation aux bénéfices d'une entreprise commerciale.

*Paragraphe 4.* Les paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas quand le bénéficiaire des revenus de valeurs mobilières possède un établissement stable dans l'autre Etat contractant et que lesdits revenus proviennent de titres constituant un élément de l'actif de cet établissement. Dans ce cas l'article 4 est applicable.

#### Article 9.

L'impôt sur le revenu des prêts, dépôts, comptes de dépôts et de toutes autres créances n'est perçu que dans l'Etat du domicile fiscal du créancier.

Toutefois, si le créancier domicilié dans l'un des deux Etats possède un établissement stable dans l'autre Etat et si cet établissement consent un prêt ou effectue un dépôt, l'impôt est perçu dans ce dernier Etat.

#### Article 10.

*Paragraphe 1.* Les redevances (royalties) versées pour la jouissance de biens immobiliers ou l'exploitation de mines, carrières ou autres ressources naturelles sont seulement imposables dans celui des deux Etats contractants où sont situés ces biens, mines, carrières ou autres ressources naturelles.

*Paragraphe 2.* Les droits d'auteurs ainsi que les produits ou redevances (royalties) provenant de la vente ou de la concession de licences d'exploitation de brevets, marques de fabrique, procédés et formules secrets qui sont payés dans l'un des deux Etats contractants à une personne ayant son domicile fiscal dans l'autre Etat sont imposables dans ce dernier Etat, à la condition que ladite personne n'exerce pas son activité dans le premier Etat par l'intermédiaire d'un établissement stable. Le mot « redevance » doit s'entendre comme comprenant les revenus de la location de films cinématographiques.

Toutefois, chaque Etat conserve le droit de soumettre les revenus visés au présent paragraphe à un impôt prélevé à la source, étant entendu que les taux de ce prélèvement seront, de part et d'autre, diminués de moitié sans pouvoir être inférieurs à 5%. L'impôt ainsi prélevé à la source sera imputé, dans les conditions prévues à l'article 19 sur l'impôt exigible dans l'autre Etat.

Pour bénéficier des dispositions de l'alinéa qui précède, le contribuable intéressé devra produire aux autorités fiscales de ce dernier Etat, une attestation visée par les autorités fiscales de l'Etat où il a son domicile fiscal, spécifiant les revenus frappés à la source et certifiant qu'il y est passible des impôts directs à raison de ces revenus. Les autorités compétentes des deux Etats contractants détermineront d'un commun accord les modalités d'application de cette procédure.

*Paragraphe 3.* Si une redevance (royalty) ne correspond pas à la valeur intrinsèque et normale des droits pour lesquels elle est payée, l'impôt prélevé à la source dans l'Etat du débiteur peut être déterminé à raison de la valeur intrinsèque et normale de cette redevance.

#### Article 11.

Les tantièmes, jetons de présence et autres rémunérations des membres des conseils d'administration et des conseils de surveillance des sociétés par actions sont imposables dans celui des deux Etats où se trouve le domicile fiscal de la société, sous réserve de l'application des articles 14 et 15 ci-après en ce qui concerne les rémunérations perçues par les intéressés en leurs autres qualités effectives.

#### Article 12.

Les rémunérations allouées par l'Etat, les départements, les communes ou autres personnes morales de droit public régulièrement constituées suivant la législation interne des Etats contractants, en vertu d'une prestation de service ou de travail actuelle ou antérieure, sous forme de traitements, pensions, salaires et autres appointements sont imposables seulement dans l'Etat du débiteur.

Cette disposition est également applicable aux prestations servies dans le cadre d'un régime obligatoire de sécurité sociale.

#### Article 13.

Les pensions privées et les rentes viagères provenant d'un des Etats contractants et payées à des personnes ayant leur domicile fiscal dans l'autre Etat sont exemptées d'impôt dans le premier Etat.

#### Article 14.

*Paragraphe 1.* Sous réserve des dispositions de l'article 12 ci-dessus, les traitements, salaires et autres rémunérations analogues ne sont imposables que dans l'Etat sur le territoire duquel s'exerce l'activité personnelle, source de ces revenus.

*Paragraphe 2.* Pour l'application du paragraphe précédent, n'est pas considéré comme l'exercice d'une activité personnelle dans l'un des deux Etats le fait pour un salarié d'un établissement situé dans l'autre Etat d'accomplir sur le territoire du premier Etat une mission temporaire ne comportant qu'un séjour inférieur à 183 jours à la condition toutefois que sa rémunération continue à être supportée et payée par ledit établissement.

Dans le cas où la mission excède une durée totale de 183 jours, l'impôt est applicable dans l'Etat sur le territoire duquel la mission est accomplie et porte sur l'ensemble des rémunérations perçues par le salarié du chef de l'activité qu'il a exercée sur ledit territoire depuis le début de la mission.

*Paragraphe 3.* Une personne ayant son domicile fiscal dans l'un des Etats contractants est exonérée de l'impôt dans l'autre Etat contractant en ce qui concerne la rémunération des services rendus sur des aéronefs affectés à des transports internationaux.

*Paragraphe 4.* Les traitements, salaires ou autres rémunérations des travailleurs frontaliers titulaires de la carte frontalière instituée par l'accord passé entre la France et le Grand-Duché de Luxembourg le 27 juin 1949 et régis par cet accord et les textes qui pourraient s'y substituer ou le modifier, ne sont soumis à l'impôt que dans le pays où les intéressés ont leur domicile fiscal.

#### Article 15.

*Paragraphe 1.* Les revenus provenant de l'exercice d'une profession libérale et, d'une manière générale, tous revenus du travail autres que ceux qui sont visés aux articles 11, 12, 13 et 14 de la présente convention, sont imposables seulement dans l'Etat où s'exerce l'activité personnelle.

*Paragraphe 2.* Pour l'application du paragraphe précédent, l'activité personnelle n'est considérée comme s'exerçant dans l'un des deux Etats que si elle a un point d'attache fixe dans cet Etat.

*Paragraphe 3.* Sont considérées comme professions libérales, au sens du présent article, notamment l'activité scientifique, artistique, littéraire, enseignante ou pédagogique ainsi que celle des médecins, avocats, architectes ou ingénieurs.

*Paragraphe 4.* Par dérogation aux dispositions des paragraphes 1 et 2 ci-dessus, les revenus provenant de l'activité professionnelle indépendante exercée dans l'un des deux Etats par les artistes dramatiques, lyriques et chorégraphiques ainsi que par les chefs d'orchestre et les musiciens y sont imposables même si cette activité n'a pas de point d'attache fixe dans ledit Etat.

#### Article 16.

Les professeurs et autres membres du personnel enseignant de l'un des deux Etats contractants qui se rendent sur le territoire de l'autre Etat en vue d'y professer, pour une période de deux années au plus, dans une université, un lycée, un collège, une école ou tout autre établissement d'enseignement sont exemptés d'impôt dans ce dernier Etat pour la rémunération qu'ils y perçoivent du chef de leur enseignement pendant ladite période.

#### Article 17.

Les étudiants et les apprentis de l'un des deux Etats contractants qui séjournent dans l'autre Etat exclusivement pour y faire leurs études ou y acquérir une formation professionnelle ne sont soumis à aucune imposition de la part de ce dernier Etat pour les subsides qu'ils reçoivent de provenance étrangère.

#### Article 18.

Les revenus non mentionnés aux articles précédents ne sont imposables que dans l'Etat du domicile fiscal du bénéficiaire.

#### Article 19.

*Paragraphe 1.* Les revenus qui, d'après les dispositions de la présente convention, ne sont imposables que dans l'un des deux Etats, ne peuvent pas être imposés dans l'autre Etat, même par voie de retenue à la source. Néanmoins chacun des deux Etats conserve le droit de calculer au taux correspondant à l'ensemble du revenu du contribuable les impôts directs afférents aux éléments du revenu dont l'imposition lui est réservée.

*Paragraphe 2.* Nonobstant les dispositions de la présente convention, chacun des deux Etats contractants conserve le droit d'imposer suivant les règles propres à sa législation les produits des participations à des entreprises constituées sous forme de sociétés en nom collectif, de sociétés en commandite simple, de sociétés de fait et d'associations en participation.

En ce qui concerne ces produits, la double imposition sera évitée de la façon suivante:

a) — le Luxembourg imputera, sur l'impôt afférent aux produits dont il s'agit ayant leur source en France et compris dans les bases d'imposition de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ou de l'impôt sur le revenu des collectivités et, dans la limite de ces impôts, l'impôt auquel lesdits produits auront été assujettis en France.

b) — En ce qui concerne les produits des participations aux entreprises constituées au Luxembourg sous la forme des sociétés visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent paragraphe, autres que ceux des parts de commandite, la France imputera sur l'impôt sur le revenu des personnes physiques (surtaxe progressive) auquel lesdits produits pourront donner lieu et dans la limite de cet impôt, l'impôt que ces produits auront supporté au Luxembourg, mais dans la mesure seulement où celui-ci excédera le montant de la taxe proportionnelle qui serait due sur des revenus analogues réalisés en France.

S'il s'agit de produits de parts de commandite ayant leur source au Luxembourg, l'impôt perçu dans cet Etat sera imputé par priorité et à due concurrence sur la taxe proportionnelle à laquelle lesdits produits seront assujettis en France. S'il existe un reliquat, il s'imputera soit sur la taxe progressive, soit sur l'impôt des sociétés exigible.

*Paragraphe 3. a)* Le Luxembourg imputera, sur l'impôt afférent aux produits visés à l'article 8 et au paragraphe 2 de l'article 10, ayant leur source en France et compris dans les bases d'imposition de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ou de l'impôt sur le revenu des collectivités, l'impôt auquel lesdits produits auront été assujettis en France par voie de retenue à la source. Toutefois, l'imputation de cet impôt sera limitée à un montant correspondant à l'impôt qui est prélevé à la source au Luxembourg sur des revenus analogues, sans pouvoir, en toute hypothèse, excéder la fraction de l'impôt dont le bénéficiaire sera redevable au Luxembourg du chef des mêmes revenus.

L'imputation visée à l'alinéa qui précède ne trouvera pas à s'appliquer en ce qui concerne la taxe proportionnelle française acquittée dans l'hypothèse prévue au paragraphe 1 de l'article 7.

L'impôt retenu à la source en France sera déductible du revenu imposable au Luxembourg dans la mesure seulement où il excédera l'impôt qui est prélevé à la source au Luxembourg sur des revenus analogues.

*b)* En ce qui concerne les revenus visés à l'article 8 autres que ceux des obligations et qui auront supporté l'impôt à la source au Luxembourg, la France percevra la taxe proportionnelle sur leur montant brut au taux prévu par sa législation interne diminué de 15 points. Cette diminution sera de 5 points en ce qui concerne les produits d'obligations.

Pour les revenus visés au paragraphe 2 de l'article 10, le montant de l'impôt perçu à la source au Luxembourg sur ces revenus sera déduit de la taxe proportionnelle ou de l'impôt sur les sociétés dont le bénéficiaire sera redevable en France du chef de ces revenus. Cette déduction ne pourra toutefois excéder le montant de ladite taxe ou dudit impôt afférent aux mêmes revenus.

#### Article 20.

En ce qui concerne les impôts sur la fortune, les dispositions suivantes seront applicables:

1. Si la fortune consiste en:

*a)* — biens immobiliers et accessoires,

*b)* — entreprises commerciales ou industrielles,

l'impôt ne peut être perçu que dans l'Etat contractant qui, en vertu des articles précédents, est autorisé à imposer le revenu qui provient de ces biens.

2. Les participations à des entreprises constituées sous forme de sociétés en nom collectif, de sociétés en commandite simple, de sociétés de fait et d'associations en participation ne sont imposables que dans l'Etat où se trouve situé un établissement stable.

3. Pour tous les autres éléments de fortune, l'impôt ne peut être perçu que dans l'Etat du domicile. Toutefois, la valeur des meubles meublants est imposable dans l'Etat de la résidence à laquelle les meubles sont affectés.

4. Chacun des deux Etats conserve le droit de calculer au taux correspondant à l'ensemble de la fortune du contribuable les impôts directs afférents aux éléments de la fortune dont l'imposition lui est réservée.

#### Article 21.

*Paragraphe 1.* Les nationaux et les sociétés ou autres groupements de l'un des deux Etats contractants ne seront pas soumis dans l'autre Etat à des impôts autres ou plus élevés que ceux qui frappent les nationaux et les sociétés ou autres groupements de ce dernier Etat.

*Paragraphe 2.* En particulier, les nationaux de l'un des deux Etats contractants qui sont imposables sur le territoire de l'autre Etat bénéficient, dans les mêmes conditions que les nationaux de ce dernier Etat, des exemptions, abattements à la base, déductions et réductions d'impôts ou taxes quelconques accordés pour charges de famille.

De même, lorsqu'un contribuable domicilié en France possède un établissement stable au Luxembourg, les dispositions relatives au report de pertes sont applicables pour l'imposition de cet établissement dans les mêmes conditions qu'à l'égard des contribuables domiciliés au Luxembourg.



*Paragraphe 3.* Le terme « nationaux » désigne :

- en ce qui concerne la France, tous les sujets et protégés français ;
- en ce qui concerne le Luxembourg, tous les sujets luxembourgeois.

#### Article 22.

*Paragraphe 1.* Les autorités administratives supérieures des deux Etats pourront, sur demande, échanger les renseignements que les législations fiscales des deux Etats permettent d'obtenir dans le cadre de la pratique administrative normale, nécessaires pour une application régulière de la présente convention. Tout renseignement échangé de cette manière doit être tenu secret et ne peut être révélé qu'aux personnes qui s'occupent de la fixation ou de la perception des impôts auxquels se rapporte la présente convention. Il ne pourra pas être échangé de renseignements qui dévoileraient un secret commercial, bancaire, industriel ou professionnel ou un procédé commercial.

*Paragraphe 2.* Les dispositions du présent article ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à l'un des Etats contractants l'obligation de prendre des mesures administratives dérogeant à sa propre réglementation ou à sa pratique administrative, ou contraires à sa souveraineté, à sa sécurité, à ses intérêts généraux ou à l'ordre public, ou de transmettre des indications qui ne peuvent être obtenues sur la base de sa propre législation et de celle de l'Etat qui les demande.

*Paragraphe 3.* Par dérogation aux dispositions du paragraphe 1 ci-dessus les deux Etats contractants conviennent de se communiquer d'office le relevé des traitements, salaires ou autres rémunérations alloués aux travailleurs frontaliers ainsi que les renseignements relatifs au paiement de redevances visées aux paragraphes 2 et 3 de l'article 10 de la présente convention.

#### Article 23.

*Paragraphe 1.* Les Etats contractants s'engagent à se prêter aide et assistance pour le recouvrement des impôts qui font l'objet de la présente convention et pour celui des intérêts, des frais, des suppléments d'impôt et des amendes qui n'ont pas le caractère pénal.

*Paragraphe 2.* La demande formulée à cette fin doit être accompagnée des documents exigés par les lois de l'Etat requérant pour établir que les sommes à recouvrer sont définitivement dues.

*Paragraphe 3.* Au vu de ces documents, les significations et mesures de recouvrement et de perception ont lieu dans l'Etat requis conformément aux lois applicables pour le recouvrement et la perception de ses propres impôts. Les titres de perception, en particulier, sont rendus exécutoires dans la forme prévue par la législation de cet Etat.

*Paragraphe 4.* Les créances fiscales à recouvrer ne seront pas considérées comme des créances privilégiées dans l'Etat requis.

*Paragraphe 5.* En ce qui concerne les créances fiscales qui sont encore susceptibles de recours, l'Etat créancier, pour la sauvegarde de ses droits, peut demander à l'autre Etat de notifier au redevable une contrainte ou un titre de perception. Les contestations touchant le bien-fondé des réclamations qui ont motivé la notification ne peuvent être portées que devant la juridiction compétente de l'Etat requérant.

#### Article 24.

*Paragraphe 1.* Tout contribuable qui prouve que les mesures prises par les autorités fiscales des deux Etats contractants ont entraîné pour lui une double imposition en ce qui concerne les impôts visés par la présente convention, peut adresser une demande soit aux autorités compétentes de l'Etat sur le territoire duquel il a son domicile fiscal, soit à celles de l'autre Etat. Si le bien-fondé de cette demande est reconnu, les autorités compétentes des deux Etats s'entendent pour éviter de façon équitable la double imposition.

*Paragraphe 2.* Les autorités compétentes des deux Etats contractants peuvent également s'entendre pour supprimer la double imposition dans les cas non réglés par la présente convention, ainsi que dans

les cas où l'interprétation ou l'application de la présente convention donnerait lieu à des difficultés ou à des doutes.

*Paragraphe 3.* S'il apparaît que, pour parvenir à une entente, des pourparlers soient opportuns, ceux-ci seront confiés à une commission mixte formée de représentants des administrations des deux Etats désignés par les autorités compétentes.

#### Article 25.

*Paragraphe 1.* A tout moment, pendant la durée d'application de la présente convention, l'un ou l'autre des deux Etats contractants pourra exprimer le désir que les dispositions de ladite convention soient étendues soit en totalité, soit en partie, avec les ajustements qui seraient jugés nécessaires, à tout territoire dont la France assure les relations internationales et qui perçoit des impôts de même nature que ceux faisant l'objet de cette convention.

*Paragraphe 2.* Les extensions prévues au paragraphe 1 du présent article seront réalisées par un échange entre les Etats contractants de notes diplomatiques qui désigneront le territoire auquel s'appliqueront les dispositions étendues et préciseront les conditions de cette extension.

Les dispositions étendues par l'échange de notes susvisé, en totalité ou en partie ou avec les ajustements éventuellement nécessaires, s'appliqueront au territoire désigné à compter inclusivement de la date qui sera spécifiée dans les notes.

*Paragraphe 3.* A tout moment après l'expiration d'une période d'une année à compter de la date effective d'une extension accordée en vertu des paragraphes 1 et 2 du présent article, l'un ou l'autre des Etats contractants pourra, par avis écrit de cessation donné à l'autre Etat contractant par la voie diplomatique, mettre fin à l'application des dispositions concernant l'un quelconque des territoires auquel elles auraient été étendues ; dans ce cas, les dispositions cesseront d'être applicables à ce territoire à compter inclusivement du 1<sup>er</sup> janvier suivant la date de l'avis, sans toutefois qu'en soit affectée l'application des dispositions à la France, au Luxembourg ou à tout autre territoire auquel elles auraient été étendues et qui ne serait pas mentionné dans l'avis de cessation.

*Paragraphe 4.* Lorsque les dispositions de la convention cesseront de s'appliquer entre la France et le Luxembourg, ces dispositions cesseront également de s'appliquer à tout territoire auquel elles auront été étendues en vertu du présent article, à moins qu'il n'en ait été décidé autrement de façon expresse par les Etats contractants.

*Paragraphe 5.* Pour l'application de la présente convention dans tout territoire auquel elle aura été étendue, il y aura lieu chaque fois que la convention se réfère à la France de considérer qu'elle se réfère également audit territoire.

#### Article 26.

*Paragraphe 1.* La présente convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés à Luxembourg dans le plus bref délai.

*Paragraphe 2.* La convention entrera en vigueur dès l'échange des instruments de ratification, étant entendu qu'elle produira ses effets pour la première fois :

- a) — En ce qui concerne les impôts perçus par voie de retenue à la source :
  - sur les revenus des capitaux mobiliers visés à l'article 8, pour l'imposition des revenus mis en paiement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1957 ;
  - sur les redevances désignées aux paragraphes 2 et 3 de l'article 10, pour l'imposition des redevances payées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1957 ;
- b) — En ce qui concerne les impôts sur les autres revenus, pour l'imposition des revenus afférents à l'année civile 1957, ou aux exercices clos au cours de cette année civile ;
- c) — En ce qui concerne l'impôt sur la fortune, pour les impositions correspondant à l'année civile 1957.

Les renseignements visés à l'article 22, pour autant qu'ils sont échangés d'office, seront fournis dans la mesure où ils deviendront disponibles pendant la durée d'application de la convention.

*Paragraphe 3.* Dès l'entrée en vigueur de la présente convention, l'accord résultant de l'échange de lettres des 30 août 1906 et 19 septembre 1912 entre l'ancien Ministère d'Alsace-Lorraine et la Division des Finances du Grand-Duché de Luxembourg, ainsi que l'accord conclu le 16 janvier 1926 entre les Gouvernements français et luxembourgeois cesseront de s'appliquer et n'auront plus d'effet.

Article 27.

La présente convention restera en vigueur pendant une durée indéfinie.

Toutefois, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1963, chacun des deux Etats contractants pourra notifier à l'autre Etat, dans le courant du premier semestre de chaque année, par écrit et par la voie diplomatique, son intention de mettre fin à la présente convention. En ce cas, la convention cessera d'être applicable à partir du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivant la date de la notification, étant entendu que ses effets se trouveront limités, en ce qui concerne les impôts annuels, à ceux qui seront établis au titre de l'année au cours de laquelle cette notification aura eu lieu ou des exercices clos pendant cette année.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux Etats ont signé la présente convention et y ont apposé leur sceau.

Fait à Paris en double exemplaire le 1<sup>er</sup> avril 1958.

Pour le Grand-Duché de Luxembourg :  
Robert ALS.

Pour la République française:  
Louis JOXE.

**Arrêté grand-ducal du 14 septembre 1959 portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la France tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts extraordinaires sur le capital.**

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu, Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.

Vu l'article 67 de la loi du 8 juillet 1946, établissant un impôt extraordinaire sur le capital ;

Vu la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la France tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts extraordinaires sur le capital, signée à Paris le 1<sup>er</sup> avril 1958 ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

Sur le rapport de Notre Ministre des Affaires Etrangères et de Notre Ministre des Finances et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

**Article unique.** La Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la France tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts extraordinaires sur le capital, signée à Paris le 1<sup>er</sup> avril 1958, sera publiée au *Mémorial* afin d'être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Palais de Luxembourg, le 14 septembre 1959.

**Charlotte.**

*Le Ministre des Affaires Etrangères*

**Eugène Schaus.**

*Le Ministre des Finances,*

**Pierre Werner.**

## CONVENTION

**entre le Grand-Duché de Luxembourg et la France tendant à éviter les doubles Impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts extraordinaires sur le capital.**

Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement Français,

En vue d'éviter, dans la mesure du possible, que les biens appartenant aux personnes physiques ou morales domiciliées ou établies dans l'un des deux Etats et dont l'assiette matérielle ou juridique se trouve dans l'autre Etat, ne soient soumis à la fois à l'impôt de solidarité nationale institué par ordonnance française du 15 août 1945 et à l'impôt sur le capital institué par la loi luxembourgeoise du 8 juillet 1946,

Sont convenus des dispositions suivantes:

### Article 1<sup>er</sup>.

En ce qui concerne les personnes physiques, les biens ci-après leur appartenant sont imposés, à savoir :

- a) Les immeubles et les meubles par leur nature, autres que l'or en lingots ou en pièces de monnaie et les billets de banque, situés dans l'un des deux Etats, dans cet Etat ;
- b) Les fonds de commerce ou d'industrie exploités dans l'un des deux Etats, dans cet Etat.

A cet égard, le fonds de commerce ou d'industrie comprend notamment le matériel, les marchandises, le droit au bail, la clientèle, les brevets et marques de fabrique et autres éléments immatériels, ainsi que les créances, titres et dépôts en banque qui en dépendent.

### Article 2.

Tous les autres biens appartenant à des personnes physiques sont imposés dans l'Etat où ces personnes ont leur domicile fiscal.

Sous réserve des dispositions du dernier alinéa de l'article 1<sup>er</sup>, il en est ainsi notamment des créances, des fonds publics, des actions, obligations et parts émises par des sociétés, collectivités et organismes quelconques, de l'or en lingots ou en pièces de monnaie et des billets de banque.

Pour l'application de la présente convention, le domicile fiscal des personnes physiques est au lieu de leur résidence normale entendue dans le sens de foyer permanent d'habitation.

### Article 3.

Par dérogation aux dispositions qui précèdent, le Grand-Duché de Luxembourg imposera, sans que l'imposition en France s'en trouve affectée, les avoirs visés par les numéros 7 à 9 de l'article 5 de la loi luxembourgeoise du 8 juillet 1946.

### Article 4.

Les personnes domiciliées au Grand-Duché de Luxembourg qui se sont réfugiées en France en raison des événements de guerre sont considérées comme ayant conservé leur domicile dans le Grand-Duché de Luxembourg, à moins qu'il ne soit établi qu'elles l'aient fixé en France.

### Article 5.

Les sociétés et autres personnes morales ayant leur siège dans l'un des deux Etats ne sont imposables que dans cet Etat.

## Article 6.

Les deux Gouvernements conviennent de se prêter une assistance réciproque pour l'application des dispositions de la présente convention ; ils se concerteront pour régler d'un commun accord les difficultés auxquelles cette application pourrait donner lieu.

## Article 7.

La présente convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés à Luxembourg dans le plus bref délai.

Fait à Paris en double exemplaire le 1<sup>er</sup> avril 1958.

Pour le Grand-Duché de Luxembourg ;  
Robert ALS.

Pour la République française :  
Louis JOXE.

---

**Loi du 17 août 1959 portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Fédérale d'Allemagne tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et en matière d'impôt commercial et d'impôt foncier, ainsi que du Protocole final et l'échange de notes relatifs à cette Convention, signés à Luxembourg, le 23 août 1958.**

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu, Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des Députés ;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 14 juillet 1959 et celle du Conseil d'Etat du 31 juillet 1959 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote :

Avons ordonné et ordonnons:

**Article unique.** Sont approuvés la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Fédérale d'Allemagne tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et en matière d'impôt commercial et d'impôt foncier, ainsi que le Protocole final et l'échange de notes relatifs à cette Convention, signés à Luxembourg, le 23 août 1958.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial* pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Montecatini, le 17 août 1959.

**Charlotte.**

*Le Ministre des Affaires Etrangères*

**Eugène Schaus.**

*Le Ministre des Finances*

**Pierre Werner.**

Doc. parl. n° 748, Session extraord. 1959.

---

## ABKOMMEN

### zwischen dem Großherzogtum Luxemburg und der Bundesrepublik Deutschland zur Vermeidung der Doppelbesteuerung und über gegenseitige Amts- und Rechtshilfe auf dem Gebiete der Steuern vom Einkommen und vom Vermögen sowie der Gewerbesteuern und der Grundsteuern.

Ihre Königliche Hoheit die Großherzogin von Luxemburg und der Präsident der Bundesrepublik Deutschland sind, von dem Wunsche geleitet, auf dem Gebiete der Steuern vom Einkommen und vom Vermögen sowie der Gewerbesteuern und der Grundsteuern Doppelbesteuerungen zu vermeiden und Grundsätze über gegenseitige Amts- und Rechtshilfe aufzustellen, übereingekommen, das nachstehende Abkommen abzuschließen. Zu diesem Zwecke haben zu Bevollmächtigten ernannt :

Ihre Königliche Hoheit die Großherzogin von Luxemburg :

Herrn Joseph Bech, Minister der Auswärtigen Angelegenheiten und

Herrn Pierre Werner, Minister der Finanzen.

Der Präsident der Bundesrepublik Deutschland :

Herrn Karl Graf von Spreti, Botschafter der Bundesrepublik Deutschland in Luxemburg,

die nach Austausch ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten folgendes vereinbart haben :

#### Artikel 1.

(1) Dieses Abkommen gilt für Steuern, die nach der Gesetzgebung jedes der beiden Vertragsstaaten unmittelbar vom Einkommen oder vom Vermögen oder als Gewerbesteuern oder Grundsteuern für die Vertragsstaaten, die Länder, die Gemeinden oder Gemeindeverbände (auch in Form von Zuschlägen) erhoben werden.

(2) Steuern im Sinne dieses Abkommens sind:

1. in der Bundesrepublik Deutschland :

a) die Einkommensteuer,

b) die Körperschaftsteuer,

c) die Abgabe Notopfer Berlin,

d) die Vermögensteuer,

e) die Gewerbesteuer,

f) die Grundsteuer ;

2. im Großherzogtum Luxemburg :

a) die Einkommensteuer,

b) die Körperschaftsteuer,

c) die besondere Steuer von Tantiemen,

d) die Vermögensteuer,

e) die Gewerbesteuer,

f) die Grundsteuer.

(3) Das Abkommen ist auf jede andere ihrem Wesen nach gleiche oder ähnliche Steuer anzuwenden die nach seiner Unterzeichnung in einem der Vertragsstaaten eingeführt wird.

(4) Die zuständigen Behörden der Vertragsstaaten werden sich über die Einführung neuer Steuern, wesentliche Änderungen oder die Aufhebung bestehender Steuern, die von diesem Abkommen betroffen werden, unterrichten.

#### Artikel 2.

(1) Soweit sich aus dem Zusammenhang nichts anderes ergibt, bedeuten für die Zwecke dieses Abkommens :

1. der Begriff «Person» sowohl natürliche als auch juristische Personen ; Personenvereinigungen und Vermögensmassen, die als solche der Besteuerung wie eine juristische Person unterliegen, gelten als juristische Personen ;

2. der Begriff «Betriebsstätte» eine feste Geschäftseinrichtung, in der die Tätigkeit des Unternehmens ganz oder teilweise ausgeübt wird;
- a) Als Betriebsstätten gelten insbesondere :
    - aa) ein Ort der Leitung,
    - bb) eine Zweigniederlassung,
    - cc) eine Geschäftsstelle,
    - dd) eine Fabrikationsstätte,
    - ee) eine Werkstätte,
    - ff) ein Bergwerk, ein Steinbruch oder eine andere Stätte der Ausbeutung von Bodenschätzen,
    - gg) eine Bauausführung oder Montage, deren Dauer sechs Monate überschreitet.
  - b) Als Betriebsstätten gelten nicht :
    - aa) die Benutzung von Einrichtungen ausschließlich zur Lagerung, Ausstellung oder Auslieferung von dem Unternehmen gehörenden Gütern oder Waren,
    - bb) das Unterhalten eines Bestandes von dem Unternehmen gehörenden Gütern oder Waren ausschließlich zur Lagerung, Ausstellung oder Auslieferung,
    - cc) das Unterhalten eines Bestandes von dem Unternehmen gehörenden Gütern oder Waren ausschließlich zur Bearbeitung oder Verarbeitung durch ein anderes Unternehmen,
    - dd) das Unterhalten einer festen Geschäftseinrichtung ausschließlich zum Einkauf von Gütern oder Waren oder zur Beschaffung von Informationen für das Unternehmen,
    - ee) das Unterhalten einer festen Geschäftseinrichtung ausschließlich zur Werbung, zur Erteilung von Auskünften, zur wissenschaftlichen Forschung oder zur Ausübung ähnlicher Tätigkeiten, die für das Unternehmen vorbereitender Art sind oder eine Hilfstätigkeit darstellen.
  - c) Eine Person, die in einem der Vertragsstaaten für ein Unternehmen des anderen Staates tätig ist — mit Ausnahme eines unabhängigen Vertreters im Sinne des Buchstabens d — gilt als eine in dem erstgenannten Staate belegene Betriebsstätte, wenn sie eine Vollmacht besitzt, im Namen des Unternehmens in diesem Staat Verträge abzuschließen, und diese Vollmacht dort gewöhnlich ausübt, es sei denn, daß sich ihre Tätigkeit auf den Einkauf von Gütern oder Waren für das Unternehmen beschränkt.
  - d) Ein Unternehmen eines der Vertragsstaaten wird nicht schon deshalb so behandelt, als habe es eine Betriebsstätte in dem anderen Staate, weil es dort Geschäftsbeziehungen durch einen Makler, einen Kommissionär oder einen anderen unabhängigen Vertreter unterhält, sofern diese Person im Rahmen ihrer ordentlichen Geschäftstätigkeit handelt.
  - e) Die Tatsache, daß eine Gesellschaft mit Wohnsitz in einem der Vertragsstaaten eine Gesellschaft beherrscht oder von einer Gesellschaft beherrscht wird, die in dem anderen Staat ihren Wohnsitz hat oder dort (entweder über eine Betriebsstätte oder in anderer Weise) Geschäftsbeziehungen unterhält, macht für sich allein die eine der beiden Gesellschaften nicht zur Betriebsstätte der anderen Gesellschaft.
3. Der Begriff «zuständige Behörde» im Großherzogtum Luxemburg den Minister der Finanzen oder seinen bevollmächtigten Vertreter, in der Bundesrepublik Deutschland den Bundesminister der Finanzen ;
4. Der Begriff «Staatsangehörige»
- a) in Bezug auf die Bundesrepublik Deutschland :  
alle Deutschen im Sinne des Artikels 116 Abs. 1 des Grundgesetzes für die Bundesrepublik Deutschland ;
  - b) in Bezug auf das Großherzogtum Luxemburg :  
alle luxemburgischen Staatsangehörigen.
- Als Staatsangehörige gelten auch juristische Personen, die nach dem in dem einen oder anderen Vertragsstaate geltenden Recht errichtet sind.

5. Der Begriff «Unternehmen eines der Vertragsstaaten» oder «Unternehmen des anderen Staates» ein gewerbliches Unternehmen, das von einer Person mit Wohnsitz im Großherzogtum Luxemburg oder von einer Person mit Wohnsitz in der Bundesrepublik Deutschland betrieben wird, wie es der Zusammenhang erfordert.

(2) Bei der Anwendung dieses Abkommens durch einen der Vertragsstaaten wird jeder Begriff, der nicht in diesem Abkommen bestimmt worden ist, die Auslegung erfahren, die sich aus den Gesetzen ergibt, die in dem Vertragsstaat in Kraft sind und sich auf Steuern im Sinne dieses Abkommens beziehen, falls der Zusammenhang keine andere Auslegung erfordert.

#### Artikel 3.

(1) Eine natürliche Person hat einen Wohnsitz im Sinne dieses Abkommens in dem Vertragsstaat, in dem sie eine Wohnung hat unter Umständen, die darauf schließen lassen, daß sie die Wohnung beibehalten und benutzen wird.

(2) Wenn eine natürliche Person in keinem der Vertragsstaaten eine Wohnung unter den in Absatz 1 bezeichneten Umständen aber in einem der Staaten einen gewöhnlichen Aufenthalt hat, so gilt der gewöhnliche Aufenthalt als Wohnsitz im Sinne dieses Abkommens. Den gewöhnlichen Aufenthalt hat jemand in einem Staate, wenn er sich dort unter Umständen aufhält, die erkennen lassen, daß er in diesem Staate nicht nur vorübergehend verweilt.

(3) Hat eine natürliche Person nach den vorhergehenden Absätzen ihren Wohnsitz in beiden Vertragsstaaten, so hat sie ihren Wohnsitz im Sinne der Artikel 4 bis 19 dieses Abkommens in dem Vertragsstaate, zu dem die stärkeren persönlichen und wirtschaftlichen Beziehungen bestehen (Mittelpunkt der Lebensinteressen). Läßt sich der Mittelpunkt der Lebensinteressen nicht feststellen, werden die zuständigen Behörden der Vertragsstaaten sich nach Artikel 26 verständigen.

(4) Eine natürliche Person, die an Land weder eine Wohnung unter den in Absatz 1 bezeichneten Umständen noch den gewöhnlichen Aufenthalt im Sinne des Absatzes 2 hat, sondern sich gewöhnlich an Bord eines zu einem Unternehmen gehörenden Schiffes aufhält, hat ihren Wohnsitz im Sinne dieses Abkommens in dem Vertragsstaat, in dem sich der Ort der Leitung des Unternehmens befindet.

(5) Eine juristische Person hat ihren Wohnsitz im Sinne dieses Abkommens in dem Vertragsstaat, in dem sich der Ort ihrer Leitung befindet. Hat sie in keinem der Vertragsstaaten den Ort ihrer Leitung, so ist der Ort ihres Sitzes maßgebend.

(6) Ort der Leitung im Sinne dieses Abkommens ist der Ort, an dem sich der Mittelpunkt der geschäftlichen Oberleitung befindet. Befindet sich der Ort der Leitung eines Schiffahrtunternehmens an Bord eines Schiffes, so gilt als Ort der Leitung im Sinne dieses Abkommens der Ort des Heimathafens des Schiffes.

#### Artikel 4.

(1) Bezieht eine Person mit Wohnsitz in einem der Vertragsstaaten Einkünfte aus unbeweglichem Vermögen (einschließlich des Zubehörs), das in dem anderen Staate liegt, so hat der andere Staat das Besteuerungsrecht für diese Einkünfte.

(2) Absatz 1 gilt sowohl für die durch unmittelbare Verwaltung und Nutzung als auch für die durch Vermietung, Verpachtung oder eine andere Art der Nutzung des unbeweglichen Vermögens (einschließlich der land- und forstwirtschaftlichen Nebenbetriebe) erzielten Einkünfte, insbesondere aus festen oder veränderlichen Vergütungen für die Ausbeutung von Bodenschätzen sowie für Einkünfte, die bei der Veräußerung von unbeweglichem Vermögen erzielt werden.

(3) Bezieht eine Person mit Wohnsitz in einem der Vertragsstaaten Einkünfte aus Forderungen, die durch Hypotheken oder andere Grundpfandrechte an einem in dem anderen Staate liegenden Grundstück gesichert sind, so hat der andere Staat das Besteuerungsrecht für diese Einkünfte. Zu solchen Forderungen gehören Obligationen auch dann nicht, wenn sie durch unbewegliches Vermögen gesichert sind.



## Artikel 5.

(1) Bezieht eine Person mit Wohnsitz in einem der Vertragstaaten als Unternehmer oder Mitunternehmer Einkünfte aus einem gewerblichen Unternehmen, dessen Tätigkeit sich auf das Gebiet des anderen Staates erstreckt, so hat der andere Staat das Besteuerungsrecht für diese Einkünfte nur insoweit, als sie auf eine dort befindliche Betriebsstätte des Unternehmens entfallen.

(2) Dabei dürfen der Betriebsstätte diejenigen Einkünfte zugerechnet werden, die sie erzielt hätte, wenn sie sich als selbständiges Unternehmen mit gleichen oder ähnlichen Geschäften unter gleichen oder ähnlichen Bedingungen befaßt und Geschäfte wie ein unabhängiges Unternehmen getätigt haben würde.

(3) Absatz 1 gilt sowohl für die durch unmittelbare Verwaltung und Nutzung als auch für die durch Vermietung, Verpachtung oder eine andere Art der Nutzung des gewerblichen Unternehmens erzielten Einkünfte, sowie für Einkünfte aus der Veräußerung eines Betriebes im ganzen, eines Anteiles am Unternehmen, eines Teiles des Betriebes oder eines Gegenstandes, der im Betriebe benutzt wird.

## Artikel 6.

(1) Wenn ein Unternehmen eines der Vertragstaaten vermöge seiner Beteiligung an der Geschäftsführung oder am finanziellen Aufbau eines Unternehmens des anderen Staates mit diesem Unternehmen wirtschaftliche oder finanzielle Bedingungen vereinbart oder ihm solche auferlegt, die von denjenigen abweichen, die mit einem unabhängigen Unternehmen vereinbart würden, so dürfen Einkünfte, die eines der beiden Unternehmen üblicherweise erzielt hätte, aber wegen dieser Bedingungen nicht erzielt hat, den Einkünften dieses Unternehmens zugerechnet und entsprechend besteuert werden.

(2) Absatz 1 gilt sinngemäß im Verhältnis zweier Unternehmen, an deren Geschäftsführung oder Vermögen dieselbe Person unmittelbar oder mittelbar beteiligt ist.

## Artikel 7.

(1) Bezieht eine Person mit Wohnsitz in einem der Vertragstaaten als Unternehmer oder Mitunternehmer Einkünfte aus dem Betrieb von Schiffen oder Luftfahrzeugen eines Unternehmens, das den Ort der Leitung in einem der Vertragstaaten hat, so steht das Besteuerungsrecht für diese Einkünfte nur dem Staate des Ortes der Leitung zu.

(2) Soweit der Vertragstaat, in dem sich der Ort der Leitung befindet, das Besteuerungsrecht gegenüber einer Person mit Wohnsitz in dem anderen Staate nicht ausübt, hat dieser andere Staat das Besteuerungsrecht.

## Artikel 8.

(1) Bezieht eine Person mit Wohnsitz in einem der Vertragstaaten Einkünfte aus der Veräußerung einer Beteiligung an einer Kapitalgesellschaft, die ihren Wohnsitz in dem anderen Staat hat, so hat der erstgenannte Staat das Besteuerungsrecht für diese Einkünfte.

(2) Absatz 1 gilt nicht, wenn eine Person mit Wohnsitz in einem der Vertragstaaten eine Betriebsstätte in dem anderen Staat hat und die Einkünfte durch diese Betriebsstätte erzielt. In diesem Fall hat der andere Staat das Besteuerungsrecht für diese Einkünfte.

## Artikel 9.

(1) Bezieht eine Person mit Wohnsitz in einem der Vertragstaaten Einkünfte aus selbständiger Arbeit, so hat der andere Staat das Besteuerungsrecht für diese Einkünfte, wenn die Arbeit in dem anderen Staat ausgeübt wird oder ausgeübt worden ist. Artikel 12 bleibt unberührt.

(2) Die Ausübung selbständiger Arbeit in dem anderen Staate liegt nur dann vor, wenn der selbständig Tätige seine Tätigkeit unter Benutzung einer ihm dort regelmäßig zur Verfügung stehenden ständigen Einrichtung ausübt. Diese Einschränkung gilt jedoch nicht für eine selbständig ausgeübte künstlerische, vortragende, sportliche oder artistische Tätigkeit.

(3) Artikel 5 Abs. 3 gilt sinngemäß.

(4) Bezieht eine natürliche Person mit Wohnsitz in einem der Vertragsstaaten als Mitglied eines Aufsichtsrats, eines Verwaltungsrats oder als nicht geschäftsführendes Mitglied ähnlicher Organe Vergütungen von einer juristischen Person, die ihren Wohnsitz in dem anderen Staat hat, so hat der andere Staat das Besteuerungsrecht für diese Vergütungen.

#### Artikel 10.

(1) Bezieht eine natürliche Person mit Wohnsitz in einem der Vertragsstaaten Einkünfte aus nichtselbständiger Arbeit, so hat der andere Staat das Besteuerungsrecht für diese Einkünfte, wenn die Arbeit in dem anderen Staat ausgeübt wird oder worden ist. Artikel 12 bleibt unberührt.

(2) Abweichend von Absatz 1 können Einkünfte aus nichtselbständiger Arbeit nur in dem Vertragsstaate besteuert werden, in dem der Arbeitnehmer seinen Wohnsitz hat, wenn dieser Arbeitnehmer

1. sich vorübergehend, zusammen nicht mehr als 183 Tage im Lauf eines Kalenderjahres, in dem anderen Staat aufhält,
2. für seine während dieser Zeit ausgeübte Tätigkeit von einem Arbeitgeber entlohnt wird, der seinen Wohnsitz nicht in dem anderen Staat hat, und
3. für seine Tätigkeit nicht zu Lasten einer in dem anderen Staate befindlichen Betriebsstätte oder ständigen Einrichtung des Arbeitgebers entlohnt wird.

(3) Wenn eine natürliche Person ständig oder vorwiegend an Bord von Schiffen oder Luftfahrzeugen Dienste leistet, so gilt die Arbeit als in dem Vertragsstaat ausgeübt, in dem sich der Ort der Leitung des Unternehmens befindet, das Arbeitgeber ist. Solange dieser Staat die Einkünfte aus derartiger Arbeit nicht besteuert, hat der Wohnsitzstaat das Besteuerungsrecht für diese Einkünfte.

#### Artikel 11.

(1) Bezieht eine natürliche Person mit Wohnsitz in einem der Vertragsstaaten Einkünfte aus Löhnen, Gehältern oder ähnlichen Vergütungen, die einer der beiden Staaten oder ein Land, eine Gemeinde, ein Gemeindeverband oder eine andere juristische Person des öffentlichen Rechts eines der beiden Staaten gewährt, so hat der Staat der öffentlichen Kasse das Besteuerungsrecht für diese Einkünfte. Ist jedoch die natürliche Person Staatsangehöriger des Wohnsitzstaates, ohne zugleich Staatsangehöriger des Staates der öffentlichen Kasse zu sein, und übt sie ihre Tätigkeit im Wohnsitzstaat aus, so hat der Wohnsitzstaat das Besteuerungsrecht.

(2) Auf Entgelte für Dienste, die in Verbindung mit einer auf Gewinnerzielung gerichteten gewerblichen Tätigkeit eines Vertragsstaates oder einer anderen juristischen Person des öffentlichen Rechts geleistet werden oder worden sind, ist Artikel 10 anzuwenden.

#### Artikel 12.

(1) Bezieht eine natürliche Person mit Wohnsitz in einem der Vertragsstaaten Wartegelder, Ruhegehälter, Witwen- oder Waisenpensionen oder ähnliche wiederkehrende Bezüge oder geldwerte Vorteile für frühere Dienstleistungen, so hat der Wohnsitzstaat das Besteuerungsrecht für diese Einkünfte.

(2) Abweichend von Absatz 1 steht das Besteuerungsrecht für Wartegelder, Ruhegehälter, Witwen- und Waisenpensionen oder ähnliche wiederkehrende Bezüge oder geldwerte Vorteile für frühere Dienstleistungen, die einer der beiden Staaten oder ein Land, eine Gemeinde, ein Gemeindeverband oder eine andere juristische Person des öffentlichen Rechts eines der beiden Staaten direkt oder durch Vermittlung einer hierzu ins Leben gerufenen Institution des öffentlichen Rechts an seine Arbeitnehmer oder deren Hinterbliebene zahlt, diesem Staate zu.

(3) Absatz 2 ist auch anzuwenden auf Pensionen, Leibrenten sowie andere wiederkehrende oder nicht wiederkehrende Bezüge, die von einem der Vertragsstaaten oder einer anderen juristischen Person des öffentlichen oder privaten Rechts dieses Staates als Vergütungen für einen Schaden gezahlt werden, der als Folge von Kriegshandlungen oder politischer Verfolgung entstanden ist.

## Artikel 13.

(1) Bezieht eine Person mit Wohnsitz in einem der Vertragstaaten aus dem anderen Staate Dividenden, so hat der Wohnsitzstaat das Besteuerungsrecht für dièse Einkünfte.

(2) Soweit in dem anderen Vertragstaate die Steuer von Dividenden im Abzugsweg (an der Quelle) erhoben wird, bleibt das Recht zur Vornahme des Steuerabzugs unberührt.

(3) Der Steuerabzug nach Absatz 2 darf 15 v. H. der Dividenden nicht übersteigen.

(4) Der Steuerabzug nach Absatz 2 darf jedoch 10 v. H. der Dividenden nicht übersteigen, wenn die Dividenden von einer Kapitalgesellschaft mit Wohnsitz in einem der Vertragstaaten an eine Kapitalgesellschaft mit Wohnsitz in dem anderen Staate gezahlt werden, der mindestens 25 v. H. der stimmberechtigten Anteile der erstgenannten Gesellschaft gehören.

(5) Die Absätze 1 bis 4 gelten nicht, wenn eine Person mit Wohnsitz in einem der Vertragstaaten eine Betriebstätte in dem anderen Staat hat und die Einkünfte durch diese Betriebstätte erzielt. In diesem Fall hat der andere Staat das Besteuerungsrecht für diese Einkünfte.

## Artikel 14.

(1) Bezieht eine Person mit Wohnsitz in einem der Vertragstaaten aus dem anderen Staate Zinsen, so hat der Wohnsitzstaat das Besteuerungsrecht für diese Einkünfte.

(2) Absatz 1 gilt nicht, wenn eine Person mit Wohnsitz in einem der Vertragstaaten eine Betriebstätte in dem anderen Staat hat und die Einkünfte durch diese Betriebstätte erzielt. In diesem Fall hat der andere Staat das Besteuerungsrecht für diese Einkünfte.

(3) Zinsen im Sinne dieses Artikels sind Einkünfte aus Darlehen, Obligationen, Wechsel oder aus irgendeiner anderen Schuldverpflichtung, mit Ausnahme der Einkünfte, für die Artikel 4 Abs. 3 gilt. Für Einkünfte aus Wandelanleihen und Gewinnobligationen ist Artikel 13 Abs. 1, 2, 3 und 5 anzuwenden.

## Artikel 15.

(1) Bezieht eine Person mit Wohnsitz in einem der Vertragstaaten aus dem anderen Staat Einkünfte aus Lizenzgebühren oder anderen Vergütungen für die Benutzung oder das Recht auf Benutzung von Urheberrechten, Patenten, Gebrauchsmustern, Herstellungsverfahren, Warenzeichen oder ähnlichen Rechten (außer Rechten, die die Ausbeutung von Bodenschätzen betreffen), so hat der Wohnsitzstaat das Besteuerungsrecht für diese Einkünfte.

(2) Wie Lizenzgebühren werden Mietgebühren und ähnliche Vergütungen für die Überlassung kinematographischer Filme (einschließlich der Filme, die für Fernsehsendungen verwendet werden), für die Benutzung gewerblicher, kaufmännischer oder wissenschaftlicher Ausrüstungen oder für die Überlassung gewerblicher Erfahrungen behandelt.

(3) Soweit in dem anderen Vertragstaate die Steuer von Lizenzgebühren oder anderen Vergütungen im Abzugsweg (an der Quelle) erhoben wird, bleibt das Recht zur Vornahme des Steuerabzugs unberührt. Der Steuerabzug darf jedoch 5 v. H. der Lizenzgebühren oder der anderen Vergütungen nicht übersteigen.

(4) Absatz 1 gilt auch für die Einkünfte aus der Veräußerung der dort genannten Rechte.

(5) Die Absätze 1 bis 4 gelten nicht, wenn eine Person mit Wohnsitz in einem der Vertragstaaten eine Betriebstätte in dem anderen Staat hat und die Einkünfte durch diese Betriebstätte erzielt. In diesem Fall hat der andere Staat das Besteuerungsrecht für diese Einkünfte.

## Artikel 16.

Bezieht eine Person mit Wohnsitz in einem der Vertragstaaten Einkünfte, für die in den vorhergehenden Artikeln keine Regelung getroffen ist, so hat der Wohnsitzstaat das Besteuerungsrecht für diese Einkünfte.

## Artikel 17.

Hochschullehrer oder Lehrer mit Wohnsitz in einem der Vertragstaaten, die während eines vorübergehenden Aufenthaltes von höchstens zwei Jahren für eine Lehrtätigkeit an einer Universität, Hochschule, Schule oder anderen Lehranstalt in dem anderen Staat eine Vergütung erhalten, werden hinsichtlich dieser Vergütung nur in dem Wohnsitzstaate besteuert.

## Artikel 18.

Studenten, Lehrlinge, Praktikanten und Volontäre aus einem der Vertragstaaten, die sich nur zum Studium oder zur Ausbildung in dem anderen Staat aufhalten, werden wegen der von ihnen für Lebensunterhalt, Studium oder Ausbildung empfangenen Bezüge von diesem anderen Staate nicht besteuert, wenn diese ihnen von außerhalb dieses Staates zufließen.

## Artikel 19.

(1) Das Besteuerungsrecht für Vermögen einer Person mit Wohnsitz in einem der Vertragstaaten, soweit es besteht aus :

- a) unbeweglichem Vermögen (einschließlich des Zubehörs),
- b) durch Hypotheken oder andere Grundpfandrechte gesicherten Forderungen oder
- c) Vermögen, das einem gewerblichen Unternehmen dient,

hat der Staat, der nach diesem Abkommen das Besteuerungsrecht für die Einkünfte aus diesem Vermögen hat.

(2) Das Besteuerungsrecht für anderes Vermögen einer Person mit Wohnsitz in einem der Vertragstaaten hat dieser Staat.

## Artikel 20.

(1) Wenn der Wohnsitzstaat nach den vorhergehenden Artikeln für Einkünfte oder Vermögensteile das Besteuerungsrecht hat, so darf der andere Staat diese Einkünfte oder Vermögensteile nicht besteuern. Artikel 13 Abs. 2, Artikel 14 Abs. 3 Satz 2 und Artikel 15 Abs. 3 bleiben unberührt.

(2) Ist die Bundesrepublik Deutschland der Wohnsitzstaat, so wird sie die Einkünfte und Vermögensteile aus der Bemessungsgrundlage ausnehmen, für die nach den vorhergehenden Artikeln das Großherzogtum Luxemburg ein Besteuerungsrecht hat. Die Steuern für die Einkünfte oder Vermögensteile, die der Bundesrepublik Deutschland zur Besteuerung überlassen sind, werden jedoch nach dem Satz erhoben, der dem Gesamteinkommen oder Gesamtvermögen der steuerpflichtigen Person entspricht. Dividenden, mit Ausnahme der unter Artikel 13 Abs. 4 fallenden Dividenden, Zinsen für Wandelanleihen und Gewinnobligationen und Lizenzgebühren sind abweichend von Satz 1 nicht aus der Bemessungsgrundlage auszunehmen ; die von diesen Einkünften im Abzugsweg erhobene luxemburgische Steuer wird auf die nach einem durchschnittlichen Steuersatz berechneten Steuern der Bundesrepublik Deutschland für diese Einkünfte angerechnet.

(3) Anteile an einer Kapitalgesellschaft mit Wohnsitz in Luxemburg, die einer Kapitalgesellschaft mit Wohnsitz in der Bundesrepublik Deutschland gehören, sind aus der Bemessungsgrundlage auszunehmen, wenn die Beteiligung mindestens 25 v. H. der stimmberechtigten Anteile der letztgenannten Gesellschaft beträgt.

(4) Ist das Großherzogtum Luxemburg der Wohnsitzstaat, so wird es die Einkünfte und Vermögensteile aus der Bemessungsgrundlage ausnehmen, für die nach den vorhergehenden Artikeln die Bundesrepublik Deutschland ein Besteuerungsrecht hat. Die Steuern für die Einkünfte oder Vermögensteile, die dem Großherzogtum Luxemburg zur Besteuerung überlassen sind, werden jedoch nach dem Satz erhoben, der dem Gesamteinkommen oder Gesamtvermögen der steuerpflichtigen Person entspricht. Dividenden, die unter Artikel 13 Abs. 4 fallen, sind abweichend von Satz 1 zur Hälfte in die Bemessungsgrundlage der Einkommensteuer oder der Körperschaftsteuer und in voller Höhe in die Bemessungsgrundlage der Gewer-

besteuer einzubeziehen. Alle anderen Dividenden sowie Zinsen für Wandelanleihen und Gewinnobligationen und Lizenzgebühren sind abweichend von Satz 1 nicht aus der Bemessungsgrundlage auszunehmen; die von diesen Einkünften im Abzugsweg erhobene Steuer der Bundesrepublik Deutschland wird auf die nach einem durchschnittlichen Steuersatz berechneten Steuern vom Einkommen des Großherzogtums Luxemburg für diese Einkünfte angerechnet.

(5) Anteile an einer Kapitalgesellschaft mit Wohnsitz in der Bundesrepublik Deutschland, die einer Kapitalgesellschaft mit Wohnsitz in Luxemburg gehören, sind zur Hälfte aus der Bemessungsgrundlage der Vermögensteuer auszunehmen, wenn die Beteiligung mindestens 25 v. H. der stimmberechtigten Anteile der letztgenannten Gesellschaft beträgt. Dies gilt nicht für die Bemessungsgrundlage der Gewerbesteuer.

#### Artikel 21.

Dieses Abkommen berührt nicht die weitergehenden Befreiungen, die gegebenenfalls nach allgemeinen Regeln des Völkerrechts oder besonderen Vereinbarungen den diplomatischen oder konsularischen Beamten zustehen. Soweit auf Grund solcher weitergehenden Befreiungen die Einkünfte und das Vermögen im Empfangsstaate nicht besteuert werden, bleibt die Besteuerung dem Entsendestaate vorbehalten.

#### Artikel 22.

(1) Weist eine Person mit Wohnsitz in einem der Vertragstaaten nach, daß Maßnahmen der Finanzbehörden der Vertragstaaten für sie die Wirkung einer Doppelbesteuerung gehabt haben oder haben werden, die diesem Abkommen widerspricht, so kann sie sich, unbeschadet eines innerstaatlichen Rechtsmittels, an die zuständige Behörde des Vertragstaates wenden, in dem sie ihren Wohnsitz hat oder dessen Staatsangehörigkeit sie besitzt.

(2) Werden die Einwendungen für begründet erachtet, so soll die nach Absatz 1 zuständige Behörde versuchen, sich mit der zuständigen Behörde des anderen Staates zu verständigen, um eine Doppelbesteuerung zu vermeiden.

#### Artikel 23.

(1) Die beiden Vertragstaaten werden sich bei der Veranlagung und Erhebung der in Artikel 1 genannten Steuern gegenseitig Amts- und Rechtshilfe gewähren.

(2) Zu diesem Zweck werden sich die zuständigen Behörden der Vertragstaaten die Mitteilungen machen, die zur Durchführung dieses Abkommens, insbesondere zur Vermeidung von Steuerverkürzungen notwendig sind. Die zuständigen Behörden können Auskünfte ablehnen, die nicht auf Grund der bei den Finanzbehörden vorhandenen Unterlagen gegeben werden können, sondern ausgedehnte Ermittlungen notwendig machen würden.

(3) Der Inhalt der auf Grund dieses Artikels zur Kenntnis der zuständigen Behörden gelangten Mitteilungen ist geheim zu halten, unbeschadet der Befugnis, ihn Personen zugänglich zu machen, die nach den gesetzlichen Vorschriften bei der Veranlagung oder der Erhebung der Steuern im Sinne dieses Abkommens mitwirken. Diese Personen haben die gleiche Verpflichtung wie die zuständigen Behörden.

(4) Absatz 1 ist in keinem Falle so auszulegen, daß einem der Staaten die Verpflichtung auferlegt wird, a) verwaltungstechnische Maßnahmen durchzuführen, die den Vorschriften der beiden Vertragstaaten oder ihrer Verwaltungspraxis widersprechen;

b) Einzelheiten mitzuteilen, deren Angabe nach den gesetzlichen Vorschriften der beiden Vertragstaaten nicht gefordert werden kann.

(5) Mitteilungen, die ein gewerbliches oder berufliches Geheimnis offenbaren würden, dürfen nicht gegeben werden.

(6) Mitteilungen können aus Gründen allgemeiner Staatsführung versagt werden.

## Artikel 24.

(1) Die beiden Vertragstaaten werden sich bei einer entsprechend ihren gesetzlichen Vorschriften durchgeführten Erhebung der in Artikel 1 genannten Steuern einschließlich der Steuerzuschläge, Verspätungszuschläge, Zinsen und Kosten Hilfe und Beistand leisten, wenn diese Beträge nach den Gesetzen des ersuchenden Staates rechtskräftig geschuldet sind.

(2) Dem Ersuchen sind die Urkunden beizufügen, die nach den Gesetzen des ersuchenden Staates erforderlich sind, um nachzuweisen, daß die einzuziehenden Beträge rechtskräftig geschuldet sind.

(3) Beim Vorliegen dieser Urkunden sind die Zustellungen, Einziehungs- und Beitreibungsmaßnahmen in dem ersuchten Staate nach den Gesetzen durchzuführen, die für die Einziehung und Beitreibung der eigenen Steuern anwendbar sind. Insbesondere sind die Vollstreckungstitel in der Form auszufertigen, die in den gesetzlichen Vorschriften dieses Staates vorgesehen ist.

(4) Bei noch nicht rechtskräftigen Steuerforderungen kann der Gläubigerstaat für die Wahrung seiner Rechte von dem anderen Staate verlangen, daß die Sicherheitsmaßnahmen ergriffen werden, die nach den gesetzlichen Vorschriften des anderen Staates zulässig sind.

## Artikel 25.

(1) Die Staatsangehörigen eines der Vertragstaaten dürfen in dem anderen Staate keiner Besteuerung oder einer damit zusammenhängenden Verpflichtung unterworfen werden, die anders oder belastender ist als die Besteuerung und die damit zusammenhängenden Verpflichtungen, denen die Staatsangehörigen des anderen Staates unter gleichen Verhältnissen unterworfen sind oder unterworfen werden können.

(2) Staatenlose dürfen in einem Vertragstaate keiner Besteuerung oder einer damit zusammenhängenden Verpflichtung unterworfen werden, die anders oder belastender ist als die Besteuerung und die damit zusammenhängenden Verpflichtungen, denen die Staatsangehörigen dieses Staates unter gleichen Verhältnissen unterworfen sind oder unterworfen werden können.

(3) Die Besteuerung einer Betriebsstätte, die ein Unternehmen einer der Vertragstaaten in dem anderen Staat unterhält, darf in dem anderen Staate nicht ungünstiger sein als die Besteuerung von Unternehmen dieses anderen Staates, die die gleichen Tätigkeiten ausüben.

Diese Vorschrift ist nicht dahin auszulegen, daß sie einen der Vertragstaaten verpflichtet, Personen mit Wohnsitz in dem anderen Staate Steuerfreibeträge, -vergünstigungen oder-ermässigungen auf Grund des Personenstandes oder der Familienlasten zu gewähren, die er den Personen mit Wohnsitz in seinem Gebiete gewährt.

(4) Die Unternehmen eines der Vertragstaaten, deren Kapital ganz oder teilweise, unmittelbar oder mittelbar, einer Person mit Wohnsitz in dem anderen Staat oder mehreren solchen Personen gehört oder der Kontrolle dieser Personen unterliegt, dürfen in dem erstgenannten Staate keiner Besteuerung oder einer damit zusammenhängenden Verpflichtung unterworfen werden, die anders oder belastender ist als die Besteuerung und die damit zusammenhängenden Verpflichtungen, denen andere ähnliche Unternehmen des erstgenannten Staates unterworfen sind oder unterworfen werden können.

(5) Der Ausdruck «Besteuerung» bezieht sich auf Steuern im Sinne dieses Abkommens.

## Artikel 26.

(1) Die zuständigen Behörden der beiden Vertragstaaten werden die Verwaltungsmaßnahmen treffen, die für die Anwendung dieses Abkommens, insbesondere für die Anwendung der Artikel 13, 23 und 24 notwendig sind.

(2) Die zuständigen Behörden der Vertragstaaten können bei der Behandlung von Fragen, die sich aus diesem Abkommen ergeben, unmittelbar miteinander verkehren.

(3) Zur Beseitigung von Schwierigkeiten und Zweifeln, die bei der Auslegung oder Anwendung dieses Abkommens auftreten, sowie zur Beseitigung von Härten auf Grund einer Doppelbesteuerung in Fällen, die in diesem Abkommen nicht geregelt sind, werden sich die zuständigen Behörden verständigen.

#### Artikel 27.

Dieses Abkommen ist auf die Steuern anzuwenden, die für die Zeit nach dem 31. Dezember 1956 erhoben werden.

#### Artikel 28.

(1) Dieses Abkommen bedarf der Ratifizierung; die Ratifizierungsurkunden sollen sobald wie möglich in Bonn ausgetauscht werden. Das Abkommen tritt einen Monat nach Austausch der Ratifizierungsurkunden in Kraft.

(2) Dieses Abkommen bleibt auf unbestimmte Zeit in Kraft, jedoch kann jeder der Vertragstaaten am oder vor dem 30. Juni eines jeden Kalenderjahres, aber nicht vor 1961, das Abkommen gegenüber dem anderen Staate schriftlich auf diplomatischem Wege kündigen. In diesem Fall ist das Abkommen letztmals anzuwenden auf die Steuern, die für das Kalenderjahr erhoben werden, in dem die Kündigung ausgesprochen wird.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten dieses Abkommen unterfertigt und mit Siegeln versehen.

Geschehen zu Luxemburg, am 23. August 1958, in zwei Urschriften.

Für das Großherzogtum Luxemburg :

Joseph BECH,  
Pierre WERNER.

Für die Bundesrepublik Deutschland :

Karl Graf von SPRETI.

### SCHLUSSPROTOKOLL.

Bei der Unterzeichnung des Abkommens zwischen dem Großherzogtum Luxemburg und der Bundesrepublik Deutschland zur Vermeidung von Doppelbesteuerungen und über gegenseitige Amts- und Rechts-hilfe auf dem Gebiete der Steuern vom Einkommen und vom Vermögen sowie der Gewerbesteuern und der Grundsteuern, haben die unterzeichneten Bevollmächtigten folgende übereinstimmende Erklärung abgegeben, die einen integrierenden Teil des Abkommens selbst bildet :

#### Zu Artikel 1.

1. Das Abkommen gilt nicht für Holdinggesellschaften im Sinne der besonderen luxemburgischen Gesetze (zur Zeit Gesetze vom 31. Juli 1929 und 27. Dezember 1937). Es gilt auch nicht für Einkünfte, die eine Person mit Wohnsitz in der Bundesrepublik Deutschland von diesen Holdinggesellschaften bezieht, und für Anteile an diesen Gesellschaften, die dieser Person gehören.
2. Das Abkommen erstreckt sich nicht auf einmalige Steuern vom Vermögen oder Vermögenszuwachs.
3. Die zuständigen Behörden der Vertragstaaten werden sich ins Einvernehmen setzen, wenn Zweifel entstehen sollten, auf welche künftigen Steuern das Abkommen anzuwenden ist, damit das Abkommen dahin ausgelegt oder geändert werden kann, wie es erforderlich erachtet wird.

#### Zu Artikel 2.

4. Ein Gemeinschafts- oder Betriebswechselbahnhof in einem der Vertragstaaten, der auf Grund einer Vereinbarung zwischen den beiden Vertragstaaten errichtet worden ist, wird nicht als Betriebsstätte eines Eisenbahnunternehmens des anderen Vertragstaates behandelt.

5. Ein Versicherungsunternehmen eines der Vertragsstaaten begründet eine Betriebstätte in dem anderen Staate, wenn das Unternehmen durch einen Vertreter — mit Ausnahme eines Vertreters im Sinne des Artikels 2 Abs. 1 Nr. 2 Buchst. d — im Gebiete des anderen Staates Prämien empfängt oder durch den Vertreter auf diesem Gebiete gelegene Risiken versichert.

Zu Artikel 4.

6. Artikel 4 gilt auch für Rechte, die den Vorschriften des bürgerlichen Rechts der Vertragsstaaten über Grundstücke unterliegen.
7. Einkünfte, die bei der Veräußerung von unbeweglichem Vermögen erzielt werden, sind auch Einkünfte aus der Veräußerung eines land- und forstwirtschaftlichen Betriebes und Spekulationsgewinne, die bei der Veräußerung von unbeweglichem Vermögen anfallen. Renten, die als Gegenleistung für die Veräußerung von unbeweglichen Vermögensgegenständen gezahlt werden, können nur in dem Vertragsstaate besteuert werden, in dem der Rentenempfänger seinen Wohnsitz hat.

Zu Artikel 5.

8. Artikel 5 Abs. 1 ist entsprechend auf die Gewerbesteuer anzuwenden, die nach einer anderen Bemessungsgrundlage als den Einkünften erhoben wird.
9. Die Vorschrift des Artikels 5 Abs. 1 ist nicht dahin auszulegen, daß sie einen der Vertragsstaaten hindert, die Einkünfte aus seinem Gebiet, die einer Person mit Wohnsitz in dem anderen Staate zufließen (z. B. Einkünfte aus unbeweglichem Vermögen, Dividenden, Zinsen, Lizenzgebühren usw.), nach Maßgabe des Abkommens zu besteuern, wenn diese Einkünfte keiner in dem Gebiet des erstgenannten Staates belegenen Betriebstätte zuzurechnen sind.
10. Bei der Ermittlung der aus der Tätigkeit einer Betriebstätte erzielten Einkünfte nach Artikel 5 Abs. 2 ist grundsätzlich vom Bilanzergebnis der Betriebstätte auszugehen. Dabei sollen alle der Betriebstätte zurechenbaren Ausgaben einschließlich eines Anteils an den Geschäftsführungs- und allgemeinen Verwaltungskosten des Unternehmens berücksichtigt, jedoch künstliche Gewinnverlagerungen ausgeschlossen werden; insbesondere ist die Vereinbarung von Zinsen oder Lizenzgebühren zwischen den Betriebstätten desselben Unternehmens unbeachtlich. In besonderen Fällen kann bei der Ermittlung der Einkünfte der Betriebstätte der Gesamtgewinn des Unternehmens aufgeteilt werden. Die zuständigen Behörden der Vertragsstaaten sollen sich zu einem möglichst frühen Zeitpunkt verständigen, wenn dies für die Zurechnung der Einkünfte im einzelnen Fall erforderlich ist.

Zu den Artikeln 5, 7 und 13.

11. Wie ein Unternehmer wird ein stiller Gesellschafter behandelt, wenn mit seiner Beteiligung eine Beteiligung am Vermögen des Unternehmens verbunden ist. Ist dies nicht der Fall, so werden die Einkünfte aus der Beteiligung als stiller Gesellschafter als Dividenden (Artikel 13) behandelt.
12. Der Besitz von Aktien, Kuxen, Anteilscheinen und ähnlichen Wertpapieren, von Anteilen an Genossenschaften und Gesellschaften mit beschränkter Haftung sowie von Anteilscheinen einer Kapitalanlagegesellschaft macht den Besitzer nicht zum Unternehmer oder Mitunternehmer. Einkünfte aus diesen Wertpapieren und Anteilen werden als Dividenden (Artikel 13) behandelt.

Zu Artikel 7.

13. Artikel 7 gilt auch, wenn der Betrieb mit gecharterten oder gemieteten Fahrzeugen durchgeführt wird. Er gilt ebenfalls für Agenturen, soweit die Tätigkeit der Agentur unmittelbar mit dem Betrieb oder dem Zubringerdienst zusammenhängt.
14. Artikel 7 gilt auch für Beteiligungen von Unternehmen der Seeschifffahrt, der Binnenschifffahrt oder der Luftfahrt an einem Pool oder an einer Betriebsgemeinschaft.
15. Artikel 7 Abs. 1 ist entsprechend auf die Gewerbesteuer anzuwenden, die nach einer anderen Bemessungsgrundlage als den Einkünften erhoben wird.



## Zu Artikel 9.

16. Artikel 9 Abs. 4 gilt nur für Vergütungen, die für eine beaufsichtigende Tätigkeit gewährt werden. Vergütungen für eine andere Tätigkeit sind nach Artikel 10 oder 11 zu behandeln.

## Zu Artikel 10.

17. Einkünfte aus nichtselbständiger Arbeit sind insbesondere : Gehälter, Besoldungen, Löhne, Tantiemen, Gratifikationen oder sonstige Bezüge, geldwerte Vorteile und Entschädigungen der in einem Dienstverhältnis beschäftigten natürlichen Personen.
18. Ist der Arbeitgeber eine Personengesellschaft, so gilt als Wohnsitz im Sinne des Artikels 10 Abs. 2 Nr. 2 der Ort der Leitung.
19. Artikel 10 Abs. 1 gilt nicht für Studenten aus einem der Vertragsstaaten, die gegen Entgelt bei einem Unternehmen des anderen Staates nicht mehr als 183 Tage im Lauf eines Kalenderjahres beschäftigt werden, um die notwendige praktische Ausbildung zu erhalten ; in diesem Falle hat der erstgenannte Staat das Besteuerungsrecht.

## Zu Artikel 11.

20. Löhne, Gehälter und ähnliche Vergütungen, die die Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois, die Administration Luxembourgeoise des P.T.T., die Deutsche Bundespost, die Deutsche Bundesbahn und die Deutsche Bundesbank zahlen, fallen unter Artikel 11 Abs. 1 und nicht unter Artikel 11 Abs. 2.

## Zu Artikel 13.

21. Solange in der Bundesrepublik Deutschland der Satz der Körperschaftsteuer für ausgeschüttete Gewinne niedriger ist als der Steuersatz für nicht ausgeschüttete Gewinne, gilt für Beteiligungen im Sinne des Artikels 13 Abs. 4 das Folgende:
- beträgt der Unterschied 10 v.H. oder mehr, so darf der Steuerabzug in der Bundesrepublik Deutschland 15 v.H. der Dividenden nicht übersteigen;
  - beträgt der Unterschied 20 v.H. oder mehr, so darf bei Dividenden, die nach dem 31. Dezember 1958 gezahlt werden, der Steuerabzug in der Bundesrepublik Deutschland 25 v.H. nicht übersteigen.

## Zu Artikel 15.

22. Soweit in Verträgen Entgelte als Lizenzgebühren oder andere Vergütungen vereinbart werden, die sachlich verdeckte Gewinnausschüttungen sind, ist Artikel 13 anzuwenden.

## Zu den Artikeln 13, 14 und 15.

23. Die Vorschriften der Artikel 13 Absätze 3 und 4, Artikel 14 Abs. 1 und Artikel 15 Abs. 3 schließen nicht aus, dass Abzugsteuern zunächst nach den Sätzen erhoben werden, die ohne Berücksichtigung des Abkommens anzuwenden wären. Soweit die einbehaltene Steuer die Steuer übersteigt, die sich bei Anwendung der Vorschriften dieses Abkommens ergibt, ist der übersteigende Betrag auf Antrag des Gläubigers dieser Beträge zu erstatten. Die Erstattung ist vorzunehmen, wenn der Antrag auf Erstattung innerhalb einer Frist von zwei Jahren, beginnend mit dem Zeitpunkt des Zufließens der Beträge, gestellt wird ; für Beträge, die vor dem Inkrafttreten des Abkommens zugeflossen sind, beginnt diese Frist mit dem Zeitpunkt des Inkrafttretens des Abkommens.

## Zu Artikel 20.

24. Bei Einbeziehung der Dividenden in die Bemessungsgrundlage nach Artikel 20 Abs. 4 Satz 3 ist der Bruttobetrag der Dividenden um die im Abzugsweg erhobene Steuer der Bundesrepublik Deutschland zu vermindern.

## Zu Artikel 21.

25. Angehörige einer diplomatischen Vertretung eines der Vertragstaaten haben im Empfangsstaat Anspruch auf die in den Artikeln 8 bis 19 enthaltenen Vergünstigungen, wenn sie im Entsendestaat mit den Einkünften, die ihnen aus dem Empfangsstaate zufließen, und dem Vermögen im Sinne des Artikels 19 Abs. 2 zu den Steuern vom Einkommen und vom Vermögen herangezogen werden.
26. Internationale Organisationen, ihre Organe und Beamten sowie das Personal diplomatischer oder konsularischer Vertretungen dritter Staaten haben keinen Anspruch auf die in den Artikeln 8 bis 19 enthaltenen Vergünstigungen, wenn sie mit den Einkünften, die ihnen aus einem der beiden Vertragstaaten zufließen und mit dem Vermögen im Sinne des Artikels 19 Abs. 2 im anderen Staate nicht zu den Steuern vom Einkommen und vom Vermögen herangezogen werden.

## Zu Artikel 23.

27. Die Verpflichtung der zuständigen Behörden, Auskünfte zu erteilen, bezieht sich nicht auf Tatsachen, deren Kenntnis die Finanzbehörden von Banken erlangt haben. Soweit die Kenntnis von Tatsachen auch aus anderen Quellen stammt, können Auskünfte erteilt werden.

Geschehen zu Luxemburg, am 23. August 1958, in zwei Urschriften.

Für das Großherzogtum Luxemburg :  
Joseph BECH,  
Pierre WERNER.

Für die Bundesrepublik Deutschland :  
Karl Graf von SPRETI.

---

**ECHANGE DE NOTES.**

Botschaft  
der Bundesrepublik Deutschland  
Luxemburg.

Luxemburg, den 23. August 1958.

*Herr Aussenminister,*

Anlässlich der heutigen Unterzeichnung des Abkommens zwischen der Bundesrepublik Deutschland und dem Grossherzogtum Luxemburg über die Vermeidung von Doppelbesteuerungen und über gegenseitige Amts- und Rechtshilfe auf dem Gebiete der Steuern vom Einkommen und vom Vermögen sowie der Gewerbesteuer und der Grundsteuern beehre ich mich, Ihnen im Namen der Regierung der Bundesrepublik Deutschland folgendes mitzuteilen :

Das Abkommen gilt auch für das Land Berlin, sofern nicht die Regierung der Bundesrepublik Deutschland gegenüber der Regierung des Grossherzogtums Luxemburg innerhalb von drei Monaten nach Inkrafttreten des Abkommens eine gegenteilige Erklärung abgibt. Bei Anwendung des Abkommens auf das Land Berlin gelten die Bezugnahmen auf die Bundesrepublik Deutschland auch als Bezugnahmen auf das Land Berlin.

Falls dieser Vorschlag die Billigung der Regierung des Grossherzogtums Luxemburg findet, sollen die vorliegende Note und Ihre Antwortnote als eine Vereinbarung angesehen werden.

Ich benutze diesen Anlass, um Eure Exzellenz erneut meiner ausgezeichnetsten Hochachtung zu versichern.

Karl Graf von SPRETI.

Seiner Exzellenz  
Herrn Joseph BECH,  
Grossherzoglich Luxemburgischer  
Aussenminister  
Luxemburg.

Ministère  
des  
Affaires Etrangères.

Luxembourg, le 23 août 1958.

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note de ce jour conçue en cesterms :

Anlässlich der heutigen Unterzeichnung des Abkommens zwischen der Bundesrepublik Deutschland und dem Grossherzogtum Luxemburg über die Vermeidung von Doppelbesteuerungen und über gegenseitige Amts- und Rechtshilfe auf dem Gebiete der Steuern vom Einkommen und vom Vermögen sowie der Gewerbesteuern und der Grundsteuern beehre ich mich, Ihnen im Namen der Regierung der Bundesrepublik Deutschland folgendes mitzuteilen :

Das Abkommen gilt auch für das Land Berlin, sofern nicht die Regierung der Bundesrepublik Deutschland gegenüber der Regierung des Grossherzogtums Luxemburg innerhalb von drei Monaten nach Inkrafttreten des Abkommens eine gegenteilige Erklärung abgibt. Bei Anwendung des Abkommens auf das Land Berlin gelten die Bezugnahmen auf die Bundesrepublik Deutschland auch als Bezugnahmen auf das Land Berlin.

Falls dieser Vorschlag die Billigung der Regierung des Grossherzogtums Luxemburg findet, sollen die vorliegende Note und Ihre Antwortnote als eine Vereinbarung angesehen werden.

J'ai l'honneur de vous marquer l'accord du Gouvernement luxembourgeois avec ce qui précède.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

BECH.

Son Excellence  
le Comte Karl von SPRETI  
Ambassadeur de la République  
Fédérale d'Allemagne  
Luxembourg.

**Arrêté ministériel du 16 septembre 1959, ayant pour objet de désigner les bureaux du service régional de contrôle de la retenue d'impôt sur les traitements et salaires auxquels sont attachés des vérificateurs.**

*Le Ministre des Finances*

Vu l'article 11, al. 2 de la loi du 25 mai 1949 concernant la réorganisation de l'Administration des Contributions et Accises ;

Vu l'article 4 de l'arrêté grand-ducal du 25 mars 1957 concernant l'organisation des services de contrôle et de recette de l'Administration des Contributions, tel que cet article a été modifié par l'arrêté grand-ducal du 25 août 1959 ;

Après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** Les 2 vérificateurs prévus par l'article 4, al. 2 de l'arrêté grand-ducal susvisé du 25 mars 1957, tel que cet article a été modifié par l'arrêté grand-ducal du 25 août 1959, sont attachés aux bureaux suivants du service régional de contrôle de la retenue d'impôt :

un vérificateur est attaché à chacun des bureaux de Luxembourg et d'Esch-sur-Alzette.

**Art. 2.** Le présent arrêté sera publié au *Mémorial*

*Le Ministre des Finances,*

**Pierre Werner.**

**Naturalisations.** — Par loi du 10 août 1959, la naturalisation est accordée à Monsieur *Bach* Guillaume Pierre, né le 5 mai 1912 à Schaffhausen/Sarre, demeurant à Buschdorf.

Cette naturalisation a été acceptée le 2 septembre 1959, ainsi que cela résulte d'un procès-verbal dressé le même jour par M. le bourgmestre de la commune de Boevange/Attert.

Elle sort ses effets trois jours francs après la présente publication.

— Par loi du 10 août 1959, la naturalisation est accordée à Monsieur *Neumaier* Pierre Guillaume, né le 14 octobre 1926 à Busenbach/Allemagne, demeurant à Lorentzweiler.

Cette naturalisation a été acceptée le 10 septembre 1959, ainsi que cela résulte d'un procès-verbal dressé le même jour par M. le bourgmestre de la commune de Lorentzweiler.

Elle sort ses effets trois jours francs après la présente publication.

— Par loi du 10 août 1959, la naturalisation est accordée à Monsieur *Weishaar* Jean Adam, né le 8 octobre 1903 à Malstatt -Burbach/Allemagne, demeurant à Noertzange.

Cette naturalisation a été acceptée le 8 septembre 1959, ainsi que cela résulte d'un procès-verbal dressé le même jour par M. le bourgmestre de la commune de Bettembourg.

Elle sort ses effets trois jours francs après la présente publication.

— Par loi du 10 août 1959, la naturalisation est accordée à Madame *Pissula* Marianne Marthe, épouse *Wagner* Nicolas, née le 6 juillet 1921 à Bismarckhütte/Allemagne, demeurant à Dudelange.

Cette naturalisation a été acceptée le 11 septembre 1959, ainsi que cela résulte d'un procès-verbal dressé le même jour par M. le bourgmestre de la commune de Dudelange.

Elle sort ses effets trois jours francs après la présente publication.

— Par loi du 10 août 1959, la naturalisation est accordée à Monsieur *Fiorese* Gino Mario, né le 25 juin 1928 à Esch-sur-Alzette et y demeurant.

Cette naturalisation a été acceptée le 5 septembre 1959, ainsi que cela résulte d'un procès-verbal dressé le même jour par M. le bourgmestre de la commune d'Esch-sur-Alzette.

Elle sort ses effets trois jours francs après la présente publication.

— Par loi du 10 août 1959, la naturalisation est accordée à Monsieur *Fiorese* René, né le 25 septembre 1929 à Esch-sur-Alzette et y demeurant.

Cette naturalisation a été acceptée le 5 septembre 1959, ainsi que cela résulte d'un procès-verbal dressé le même jour par M. le bourgmestre de la commune d'Esch-sur-Alzette.

Elle sort ses effets trois jours francs après la présente publication.

— Par loi du 10 août 1959, la naturalisation est accordée à Madame *Mathieu* Marie, épouse *Schroeder* Joseph, née le 18 septembre 1918 à Dudelange, demeurant à Esch-sur-Alzette.

Cette naturalisation a été acceptée le 5 septembre 1959, ainsi que cela résulte d'un procès-verbal dressé le même jour par M. le bourgmestre de la commune d'Esch-sur-Alzette.

Elle sort ses effets trois jours francs après la présente publication.

— Par loi du 10 août 1959, la naturalisation est accordée à Monsieur *Pasquini* René, né le 19 novembre 1929 à Esch-sur-Alzette et y demeurant.

Cette naturalisation a été acceptée le 5 septembre 1959, ainsi que cela résulte d'un procès-verbal dressé le même jour par M. le bourgmestre de la commune d'Esch-sur-Alzette.

Elle sort ses effets trois jours francs après la présente publication.

— Par loi du 10 août 1959, la naturalisation est accordée à Monsieur *Bonani* Ottorino, né le 3 juillet 1920 à Ste Marie-aux-Chênes/France, demeurant à Esch-sur-Alzette.

Cette naturalisation a été acceptée le 8 septembre 1959, ainsi que cela résulte d'un procès-verbal dressé le même jour par M. le bourgmestre de la commune d'Esch-sur-Alzette.

Elle sort ses effets trois jours francs après la présente publication.

**Naturalisations.** — Par loi du 10 août 1959, la naturalisation est accordée à Monsieur *Brunetti* Osvaldo, né le 3 septembre 1922 à Gubbio/Italie demeurant à Esch-sur-Alzette.

Cette naturalisation a été acceptée le 10 septembre 1959, ainsi que cela résulte d'un procès-verbal dressé le même jour par M. le bourgmestre de la commune d'Esch-sur-Alzette.

Elle sort ses effets trois jours francs après la présente publication.

— Par loi du 10 août 1949, la naturalisation est accordée à Monsieur *Cantarelli* Augustin Antoine, né le 11 février 1923 à Esch-sur-Alzette et y demeurant.

Cette naturalisation a été acceptée le 8 septembre 1959, ainsi que cela résulte d'un procès-verbal dressé le même jour par M. le bourgmestre de la commune d'Esch-sur-Alzette.

Elle sort ses effets trois jours francs après la présente publication.

— Par loi du 10 août 1959, la naturalisation est accordée à Madame *Plein* Marthe Anne, épouse *Schroeder* Aloyse, née le 24 février 1920 à Sehlem/Allemagne, demeurant à Kleinbettingen.

Cette naturalisation a été acceptée le 11 septembre 1959, ainsi que cela résulte d'un procès-verbal dressé le même jour par M. le bourgmestre de la commune de Steinfort.

Elle sort ses effets trois jours francs après la présente publication.

— Par loi du 10 août 1959, la naturalisation est accordée à Monsieur *Krethen* Jean Joseph, né le 19 juin 1919 à Kayl et y demeurant.

Cette naturalisation a été acceptée le 10 septembre 1959, ainsi que cela résulte d'un procès-verbal dressé le même jour par M. le bourgmestre de la commune de Kayl.

Elle sort ses effets trois jours francs après la présente publication.

— Par loi du 10 août 1959, la naturalisation est accordée à Monsieur *Schmitz* Charles, né le 25 septembre 1909 à Dasbourg/Allemagne, demeurant à Rodershausen.

Cette naturalisation a été acceptée le 7 septembre 1959, ainsi que cela résulte d'un procès-verbal dressé le même jour par M. le bourgmestre de la commune de Hosingen.

Elle sort ses effets trois jours francs après la présente publication.

— Par loi du 10 août 1959, la naturalisation est accordée à Madame *Schmitz* Marguerite Joséphine, épouse *Rickal* Michel Marcel, née le 17 septembre 1928 à Hosingen, demeurant à Soleuvre.

Cette naturalisation a été acceptée le 7 septembre 1959, ainsi que cela résulte d'un procès-verbal dressé le même jour par M. le bourgmestre de la commune de Sanem.

Elle sort ses effets trois jours francs après la présente publication.

— Par loi du 10 août 1959, la naturalisation est accordée à Monsieur *Sinico* Leonello Louis, né le 19 avril 1925 à Palu di Zevio/Italie, demeurant à Soleuvre.

Cette naturalisation a été acceptée le 7 septembre 1959, ainsi que cela résulte d'un procès-verbal dressé le même jour par M. le bourgmestre de la commune de Sanem.

Elle sort ses effets trois jours francs après la présente publication.

— Par loi du 10 août 1959, la naturalisation est accordée à Monsieur *Arnold* Jean, né le 6 février 1929 à Paris (13<sup>e</sup>), demeurant à Kayl.

Cette naturalisation a été acceptée le 9 septembre 1959, ainsi que cela résulte d'un procès-verbal dressé le même jour par M. le bourgmestre de la commune de Kayl.

Elle sort ses effets trois jours francs après la présente publication.

— Par loi du 10 août 1959, la naturalisation est accordée à Monsieur *Barsotti* Walter, né le 26 août 1925 à Differdange demeurant à Belvaux.

Cette naturalisation a été acceptée le 8 septembre 1959, ainsi que cela résulte d'un procès-verbal dressé le même jour par M. le bourgmestre de la commune de Sanem.

Elle sort ses effets trois jours francs après la présente publication.

**Naturalisations.** — Par loi du 10 août 1959, la naturalisation est accordée à Monsieur *Breyer Pierre* Joseph Emile, né le 4 octobre 1906 à Arlon/Belgique, demeurant à Pétange.

Cette naturalisation a été acceptée le 10 septembre 1959, ainsi que cela résulte d'un procès-verbal dressé le même jour par M. le bourgmestre de la commune de Pétange.

Elle sort ses effets trois jours francs après la présente publication.

— Par loi du 10 août 1959, la naturalisation est accordée à Monsieur *Delli Zotti Paul* Oswald, né le 27 février 1912 à Treppo Carnico/Italie, demeurant à Bettembourg.

Cette naturalisation a été acceptée le 8 septembre 1959, ainsi que cela résulte d'un procès-verbal dressé le même jour par M. le bourgmestre de la commune de Bettembourg.

Elle sort ses effets trois jours francs après la présente publication.

— Par loi du 10 août 1959, la naturalisation est accordée à Monsieur *Buchner Hirsch*, né le 1<sup>er</sup> mars 1899 à Kronotow/Pologne, demeurant à Esch-sur-Alzette.

Cette naturalisation a été acceptée le 10 septembre 1959, ainsi que cela résulte d'un procès-verbal dressé le même jour par M. le bourgmestre de la commune d'Esch-sur-Alzette.

Elle sort ses effets trois jours francs après la présente publication.

— Par loi du 10 août 1959, la naturalisation est accordée à Monsieur *Gross Kurt* Alfred Edouard, né le 21 décembre 1911 à Hamborn/Allemagne, demeurant à Esch-sur-Alzette.

Cette naturalisation a été acceptée le 8 septembre 1959, ainsi que cela résulte d'un procès-verbal dressé le même jour par M. le bourgmestre de la commune d'Esch-sur-Alzette.

Elle sort ses effets trois jours francs après la présente publication.

— Par loi du 10 août 1959, la naturalisation est accordée à Madame *Jaroszek Irène* Aline, épouse *Ernster* Marcel Albert, née le 31 juillet 1931 à Esch-sur-Alzette et y demeurant.

Cette naturalisation a été acceptée le 8 septembre 1959, ainsi que cela résulte d'un procès-verbal dressé le même jour par M. le bourgmestre de la commune d'Esch-sur-Alzette.

Elle sort ses effets trois jours francs après la présente publication.

— Par loi du 10 août 1959, la naturalisation est accordée à Monsieur *Zuccoli François* Joseph, né le 14 novembre 1923 à Luxembourg et y demeurant.

Cette naturalisation a été acceptée le 9 septembre 1959, ainsi que cela résulte d'un procès-verbal dressé le même jour par M. le bourgmestre de la commune de Luxembourg,

Elle sort ses effets trois jours francs après la présente publication.

---

**Avis. — Indigénat.** — Par déclaration d'option faite le 1<sup>er</sup> octobre 1953 devant l'officier de l'état civil de la commune de Schifflange, en conformité de l'art. 19,3 de la loi du 9 mars 1940, la dame *Spelta* Angiola, épouse *Jacoby* Jean Léon, née le 27 août 1931, à Castelvetro/Italie, demeurant à Schifflange, a acquis la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets trois jours francs après la présente publication.

— Par déclaration d'option faite le 21 octobre 1958 devant l'officier de l'état civil de la commune de Bissen, en conformité de l'art. 19,3 de la loi du 9 mars 1940, la dame *Horsmans* Marie-Thérèse Guillemine, épouse *Franck* Marcel, née le 31 janvier 1932 à Voerendaal/Pays-Bas, demeurant à Bissen, a acquis la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets trois jours francs après la présente publication.

— Par déclaration d'option faite le 17 janvier 1959 devant l'officier de l'état civil de la commune de Dudelange, en conformité de l'art. 19,3 de la loi du 9 mars 1950, la dame *Muller* Jacqueline Marie, épouse *Letsch* Joseph, née le 7 décembre 1933 à Mondeville/France, demeurant à Dudelange, a acquis la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets trois jours francs après la présente publication.

---

**Avis. — Indigénat.** — Par déclaration d'option faite le 25 juin 1958 devant l'officier de l'état civil de la commune de Rumelange, en conformité de l'art. 19,3 de la loi du 9 mars 1940, la dame *Grossmann Helga Irme*, épouse *Hardt Edmond Mathias*, née le 31 août 1936 à Düppenweiler/Allemagne, demeurant à Rumelange, a acquis la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets trois jours francs après la présente publication.

— Par déclaration d'option faite le 13 octobre 1958 devant l'officier de l'état civil de la commune de Pétange, en conformité de l'art. 19,1 de la loi du 9 mars 1940, le sieur *Robert Ernest*, né le 7 octobre 1940 à Pétange, demeurant à Rodange, a acquis la qualité de Luxembourgeois.

Cette déclaration sort ses effets trois jours francs après la présente publication.

— Par déclaration d'option faite le 14 novembre 1958 devant l'officier de l'état civil de la commune de Mondercange, en conformité de l'art. 19,3 de la loi du 9 mars 1940, la dame *Bertozzi Marie Rose*, épouse *Rollinger Paul Jean*, née le 25 avril 1939 à Soleuvre, demeurant à Mondercange, a acquis la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets trois jours francs après la présente publication.

— Par déclaration d'option faite le 18 mars 1959 devant l'officier de l'état civil de la commune de Pétange, en conformité de l'art. 19,1 de la loi du 9 mars 1940, la demoiselle *Spurk Gisèle*, née le 7 février 1941 à Pétange, demeurant à Rodange, a acquis la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets trois jours francs après la présente publication.

---

#### **Bekanntmachung.**

Anträge auf gerichtliche Todeserklärung der nachstehend aufgezählten Personen sind gestellt worden.

*Anthony Marcel*, geb. am 26.1.1922 in Bettel, vermisst seit Kriegsende.

*Baracaia Ferdinando*, geb. am 26.11.1922 in Düdelingen, vermisst seit Kriegsende.

*Franck Albert*, geb. am 7.2.1924 in Redingen/Attert, vermisst seit Kriegsende.

*Franck Joseph-Jean*, geb. am 4.5.1921 in Luxemburg, vermisst seit Kriegsende.

*Gehlhausen Nic.*, geb. am 6.9.1924 in Grevenmacher, vermisst seit Februar 1945.

*Graff Jean*, geb. am 9.3.1922 in Differdingen, vermisst seit Oktober 1943.

*Kisch Norbert*, geb. am 20.7.1923 in Luxemburg, vermisst seit Kriegsende.

*Moes Jean*, geb. am 21.3.1924 in Hostert (Niederanven) vermisst seit Kriegsende.

*Molling Roger*, geb. am 3.3.1922 in Düdelingen, vermisst seit Juli 1943.

*Schmit Jean*, geb. am 30.3.1908 in Petingen, vermisst seit Kriegsende.

*Schmitz Jean*, geb. am 17.4.1923 in Huldigen, vermisst seit November 1943.

*Schopen Robert*, geb. am 12.12.1924 in Esch/Alzette, vermisst seit Dezember 1944.

Alle Personen, welche nähere Angaben über den Tod der vorstehenden Personen machen können, sind hiermit ersucht, binnen 10 Tagen dem Innenministerium einen kurzen Bericht einzusenden.

---

**Avis.** — Par arrêté grand-ducal du 14 septembre 1959, M. Bernard *Molitor*, professeur au Lycée classique de Diekirch, a été nommé directeur du même établissement. — 15 septembre 1959.

---

**Avis.** — **Enseignement secondaire.** — Par arrêté grand-ducal du 14 septembre 1959, démission honorable de ses fonctions a été accordée, sur sa demande, à M. Amand *Bodé*, directeur du Lycée classique de Diekirch, avec faculté de faire valoir ses droits à la pension.

Par le même arrêté M. *Bodé* a été nommé directeur honoraire du Lycée classique de Diekirch. — 15 septembre 1959.

**Avis. — Sociétés de secours mutuels.** — Par arrêté de Monsieur le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale du 12 septembre 1959, sont approuvés les statuts de la Section d'Esch-sur-Alzette du «Letzburger Chreschtliche Gewerkschaftsbond» et ce à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1959.

*Text der Statuten.*

**Art. 1.** Ab 1. Januar wird unter der Bezeichnung «Sterbekasse der Sektion Esch/Alzette des L.C.G.B.» eine, entsprechend den Bestimmungen des Gesetzes vom 11. Juli 1891, auf Gegenseitigkeit beruhende Hilfskasse gegründet.

**Art. 2.** Der betreffende Sitz befindet sich in Esch/Alzette und ihr Wirkungskreis begreift das Grossherzogtum Luxemburg.

**Art. 3.** Zweck der Sterbekasse ist beim Tode eines Mitgliedes ein Sofort zahlbares Sterbegeld an die Hinterbliebenen zu zahlen zur Bestreitung der Unkosten und den Beitritt zur «Caisse chirurgicale mutualiste du Grand-Duché de Luxembourg» zu ermöglichen.

**Art. 4.** Jedes Mitglied, so wie dessen Ehefrau und Kinder, der Sektion Esch/Alzette des L.C.G.B. können Mitglieder der Sektions-Sterbekasse werden, wofern sie ab 1. Januar 1960 das Höchstzulassungsalter von 50 Jahren nicht überschritten haben. Die Aufnahme erfolgt, auf Grund eines schriftlichen Gesuches, durch den Verwaltungsrat.

**Art. 5.** Von rechtswegen ausgeschlossen sind die Mitglieder welche nach dreimaliger Aufforderung ihren Beitrag nicht bezahlt haben.

**Art. 6.** Der Austritt oder Ausschluss geben kein Recht auf Rückerstattung der geleisteten Beiträge.

**Art. 7.** Die Sterbekasse wird verwaltet durch einen Verwaltungsrat, bestehend aus 7 Mitgliedern von welchen jeweils die Hälfte durch die Generalversammlung für die Dauer von einem Jahr gewählt werden. Austretende Mitglieder sind wiederwählbar. Der Verwaltungsrat verteilt unter sich die einzelnen Funktionen. In der jährlich stattfindenden Generalversammlung legt der Verwaltungsrat Rechnung ab über seine Amtstätigkeit und über die Geschäfte des vergangenen Jahres. Die Beschlüsse der Generalversammlung werden mit einfacher Mehrheit der anwesenden Mitgliedern gefasst.

**Art. 8.** Ueber die Vereingelder wird eine von den Geschäften der Gewerkschaft völlig getrenntes Buch geführt.

**Art. 9.** Die Anteile der Mitglieder können weder abgetreten noch mit Beschlag belegt werden.

**Art. 10.** Von den Mitgliedern kann kein Beitrag erhoben werden und das Vereinsvermögen kann nicht verwendet werden für Zwecke die nicht in den Statuten vorgesehen sind.

**Art. 11.** Der monatliche Beitrag beträgt 5 Franken.

**Art. 12.** Das zu zahlende Sterbegeld beträgt nach dem ersten Mitgliedsjahr 1500 Franken, es erweitert sich jedes folgende Mitgliedsjahr um 100 Franken, um ab 6. Mitgliedsjahr den Höchstbetrag von 2000 Franken zu erreichen.

**Art. 13.** Die Auszahlung des Sterbegeldes erfolgt der Reihe nach an den hinterbliebenen Ehepartner, die Kinder, die Eltern, die Geschwister oder die gesetzlichen Erben. Vorlegen eines amtlichen Totenscheines ist erfordert.

**Art. 14.** Das Vereinsvermögen besteht aus:

1. den Einzahlungen der Mitglieder ;
2. den Staats- und Gemeindegeldern ;
3. den Schenkungen und Vermächtnissen ;
4. den Zinsen der angelegten Gelder.

**Art. 15.** Statutenänderungen, desgleichen Auflösung der Kasse können nur im Rahmen der Bestimmungen des Gesetzes vom 11. Juli 1891 erfolgen. — 12 September 1959.